



CENTRE
INTERNATIONAL
POUR LA
PRÉVENTION
DE LA CRIMINALITÉ

INTERNATIONAL
CENTRE
FOR THE
PREVENTION
OF CRIME

CENTRO
INTERNACIONAL
PARA LA
PREVENCIÓN
DE LA CRIMINALIDAD

Rapport d'activités 2008



CENTRE
INTERNATIONAL
POUR LA
PRÉVENTION
DE LA CRIMINALITÉ

ICPC



CIPC

Centre international pour la prévention de la criminalité
www.crime-prevention-intl.org

Copyright CIPC 2009

Table des matières

L'essentiel	3
Le mot de la Présidente.....	5
Introduction.....	6
1. Analyse et Diffusion des Connaissances	7
1.1 Rapport international sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne : Tendances et perspectives 2008.....	8
1.2 Recueil de pratiques et de politiques sur la sécurité des femmes 2008.....	14
1.3 Analyses comparées.....	15
1.4 Diffusion des autres publications du CIPC.....	17
1.4.1 Diffusion des Connaissances sur le Rôle de la Police en Prévention de la Criminalité.....	17
1.4.2 Diffusion du « Manuel 3 Villes »	18
1.5 Centre de documentation et diffusions électroniques.....	18
2. Centre d'échanges et d'expertise.....	21
2.1 Colloque annuel du CIPC sur la prévention de la criminalité.....	22
2.2 Expertise auprès des organisations internationales intergouvernementales.....	24
2.3 Interventions du centre auprès d'autres partenaires.....	25
2.4 Visites professionnelles reçues et organisées par le CIPC.....	28
2.5 Déjeuners-causerie.....	29
3. Centre de coopération	31
3.1 Soutien aux partenaires québécois.....	32
3.2 Outils au service des acteurs	33
3.3 Missions d'assistance technique internationale.....	33
4. Gouvernance du CIPC	35
4.1 Le fonctionnement de la gouvernance	36
4.2 Finances et gestion	37
4.3 Adhésion au CIPC	38
4.4 Partenariats	40
Annexes	43
I Le comité éditorial du Rapport international 2008	45
II Les spécialistes ayant contribué au Rapport international 2008.....	47
III Les experts ayant contribué à l'élaboration de l' <i>Assessment tool</i>	49
IV Les membres du CIPC	50
V L'équipe du CIPC.....	53
VI Les publications du CIPC en 2008.....	54

L'Essentiel

La publication en 2008 du premier **Rapport international sur l'état de la prévention** constitue l'aboutissement d'une longue évolution du CIPC visant à le positionner comme un observatoire de la prévention et de la sécurité quotidienne dans le monde. Analysant les évolutions des stratégies et des actions menées sur le terrain, le rapport, accompagné d'un **recueil de plus de 60 pratiques**, examine la situation de la sécurité des femmes, des jeunes, des écoles, des espaces publics et des lieux sportifs. Il dresse également le panorama des tendances perceptibles dans la conception et la mise en œuvre de la prévention concernant le rôle des différents acteurs et leurs techniques d'intervention. L'élaboration de la deuxième édition du rapport est déjà entamée afin que tous les deux ans, la communauté internationale puisse bénéficier d'un outil de connaissances et d'analyse fiable et régulier.

Répondant aux demandes particulières de nos membres, nous nous sommes également efforcés de mener de brèves analyses comparées, destinées à alimenter la réflexion des décideurs. Cette année, la **vidéosurveillance, l'impact des médias sur la sécurité** et les **violences urbaines** ont été au cœur des préoccupations.

La **diffusion des travaux du Centre** constitue une priorité afin que les enseignements tirés des expériences des uns puissent profiter à tous. C'est pourquoi, un effort particulier a été fait en ce sens concernant le rôle de la police en prévention et les problématiques entourant les désordres dans les espaces publics. Au-delà, nous avons commencé la refonte de notre site internet afin d'améliorer nos capacités de diffusion électronique, mais surtout d'élargir notre plate-forme d'échanges et d'augmenter l'interactivité.

Toutefois, le partage des connaissances et de l'expertise repose également sur les rencontres, le débat, la comparaison. C'est dans cette optique que notre colloque annuel consacré à la **sécurité des femmes**, accompagné d'un **recueil de politiques et pratiques**, a réuni 350 personnes en provenance de 30 pays. Il a permis à des spécialistes de très haut niveau de partager leur expérience avec les participants afin de faire concrètement progresser la situation de la sécurité des femmes dans le monde. Le Centre favorise également la diffusion de ses travaux et les échanges en répondant aux demandes d'intervention formulées par ses partenaires, en organisant des déjeuners-causeries et autres débats ou des visites professionnelles pour le compte de ses membres. Enfin, le Centre continue de développer des **modules de formation** – en 2008, sur l'action locale en prévention et sécurité et le rôle de la police en prévention- et des **réseaux d'échanges entre praticiens** – en 2008, un réseau consacré à l'aide aux victimes a été créé entre le Chili, la France et le Québec.

Unique organisation internationale consacrée exclusivement aux questions de prévention de la criminalité, le Centre est de plus en plus sollicité pour son expertise particulière qui repose sur la connaissance des travaux de recherche, des politiques publiques et des pratiques. En 2008, les organisations intergouvernementales ont accru leurs demandes d'expertise : le CIPC contribue ainsi aux efforts déployés par **l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime** pour une mise en œuvre effective des standards internationaux en prévention définis par les principes directeurs de 2002; le **Programme pour des villes sûres de ONU-HABITAT** a redéfini son plan stratégique auquel le Centre est étroitement associé; enfin, **l'Organisation des États américains** a sollicité l'appui du CIPC dans la définition de son nouvel axe de travail relatif à la sécurité publique.

Dans le domaine de l'assistance technique, le Centre a poursuivi sa mission auprès de **l'Observatoire d'Amérique centrale sur la violence, basé au Salvador** et s'est engagé à la demande du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans un projet de mobilisation des partenaires locaux contre la violence en **Haïti**.

En raison de la proximité géographique du siège du CIPC, de **nombreuses collaborations sont conduites avec les partenaires québécois et canadiens** : activités de formation en lien avec l'Association canadienne des chefs de police, soutien à la politique québécoise de prévention du ministère de la Sécurité publique, appui à la création d'un observatoire de la criminalité avec la ville de Saint-Eustache, panorama des actions de prévention conduites par la Sûreté du Québec, analyses comparées concernant d'une part la gestion des espaces publics et d'autre part les violences urbaines pour le compte de la Ville de Montréal et du Service de police de la Ville de Montréal, respectivement.

Enfin, le dynamisme du Centre se traduit par l'augmentation du nombre de ses membres. En 2008, nous avons accueilli un nouveau gouvernement, 6 nouvelles organisations, ainsi que 4 membres honoraires qui ont été particulièrement actifs en prévention et aux côtés du Centre. Bien que structurellement fragile, le budget du Centre a connu pour la deuxième année consécutive une hausse de plus de 10% et une plus grande diversification de ses contributeurs.

Valérie Sagant

Directrice générale du CIPC

Mot de la présidente

Le Centre a connu en 2008 un beau développement dont nous nous sommes tous réjouis lors de notre rencontre annuelle en novembre dernier. De concert avec le Secrétariat de sécurité publique de l'État du Querétaro, nous avons organisé de très riches débats sur un sujet qui nous mobilise tous fortement : la sécurité des femmes. Je voudrais ici remercier très chaleureusement les autorités et partenaires du Querétaro, ainsi que l'ensemble des participants qui nous ont permis d'examiner en détails et sans complaisance les enjeux des violences faites aux femmes, en tous lieux, et le chemin qu'il nous reste à parcourir pour parvenir à des sociétés égales et sûres pour toutes et tous.

En 2008, le Centre a également franchi une étape importante de son développement en se dotant d'un outil international de veille et de promotion qui s'il ne constitue pas encore un véritable « observatoire » de la prévention dans le monde, permet d'ores-et-déjà de nous alerter sur les évolutions de la criminalité et des façons d'y répondre, d'émettre et signaler de nouvelles propositions ou de confirmer l'efficacité d'idées anciennes et de promouvoir les pratiques pertinentes. Cette publication et les nombreuses autres activités conduites en 2008 qui vous sont présentées dans ce rapport nous ont amenés à envisager un développement du Centre sous d'autres latitudes.

En effet, le plan stratégique 2006-2010 avait assigné au CIPC l'objectif d'assurer une plus vaste couverture internationale; à partir du noyau d'origine européen et nord-américain, le Centre a développé ses activités en Australie, en Amérique centrale et latine, dans les Caraïbes et, dans une moindre mesure, en Afrique. Quelques échanges ont été initiés avec des partenaires dans la région moyen-orientale et l'Asie. Cette évolution a révélé un besoin d'échanges et de coopérations plus proches et axés sur le renforcement des capacités des acteurs locaux, régionaux et nationaux. Ces activités de formation, de conseil, d'accompagnement et de promotion de la prévention seraient grandement facilitées par l'implantation d'antennes décentralisées du Centre. De surcroît, ces implantations nous ouvriraient l'accès à de nouveaux contributeurs.

Les enjeux pour 2009 sont donc importants et le dynamisme du CIPC répond aux possibilités de relancer vigoureusement et de renouveler les approches en prévention dans un monde qui prend mieux en considération, aux cotés de la lutte contre les différentes manifestations de la criminalité transnationale et organisée, les besoins de sécurité quotidienne et communautaire.

Je tiens à remercier l'équipe du CIPC, menée par Valérie Sagant, pour le travail accompli durant cette année particulièrement riche en réalisations. Que soient remerciés ceux et celles qui donnent leur temps, leurs idées, leurs encouragements dans nos réunions de gouvernance.

Raymonde Dury
Présidente du Conseil d'administration du CIPC


Introduction

L'année 2008 a été marquée pour le Centre international pour la prévention de la criminalité par la publication de son premier Rapport international sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne et le recueil international de pratiques qui l'accompagne. Cette publication est l'aboutissement d'un long processus entamé dès la création du Centre et la diffusion de ses recueils de pratiques. Le CIPC a toujours été animé par la volonté de rendre compte des tendances de la prévention dans le monde, de valoriser et faire connaître les idées prometteuses et de souligner les écueils de certaines évolutions. Cette publication constitue aussi le début d'un nouveau cycle pour le CIPC qui publiera tous les deux ans ce Rapport international.

Nos nombreuses autres activités et publications de l'année 2008 ont également contribué à renforcer la position du Centre sur la scène internationale. L'expertise du Centre qui repose sur l'équipe de Montréal et sur un réseau de spécialistes de haut niveau se caractérise par une connaissance fine et actuelle des enjeux de la prévention et la capacité de l'adapter aux besoins de ses acteurs. Notre réseau est composé d'intervenants de terrain expérimentés, de hauts fonctionnaires, d'universitaires qui partagent notre philosophie d'action et s'efforcent de répondre aux requêtes que nous adressent tout au long de l'année de nombreux professionnels, chercheurs, institutions et grandes organisations. Cette demande s'est fortement accrue en 2008 et suit la courbe ascendante du développement géographique du centre et du nombre de ses partenaires locaux et nationaux, et de son engagement auprès de différentes instances internationales.

La prévention nous paraît avoir marqué des points en 2008. Nos analyses nous ont permis d'identifier un engagement politique fort en faveur d'une approche plus équilibrée de la sécurité entre répression et prévention. Le portrait international demeure certes contrasté : les législations durcissant l'arsenal punitif mobilisent souvent plus l'attention que les programmes de prévention ou de réinsertion. Néanmoins, ceux-ci demeurent et les intentions affichées sont majoritairement en faveur du renforcement d'une sécurité communautaire, fondée sur l'inclusion et la participation de tous. Cette tendance est marquée au sein des organisations soutenant le développement, comme dans de nombreuses villes. La société civile revendique une place dans le débat sur la sécurité qu'elle n'entend plus déléguer aux seules forces de l'ordre.

Pour répondre à ces évolutions, nous croyons plus que jamais nécessaire de rappeler nos convictions humanistes, respectueuses des droits et libertés de chacun et soucieuses de la qualité du vivre ensemble et qui participent à la création de communautés solidaires et vivantes, lesquelles qui doivent s'appuyer sur une démarche bien informée et pragmatique. Ces convictions accompagnent notre démarche de renforcement de nos capacités à rassembler, analyser et comparer les enseignements internationaux, à les partager et à réaliser des outils permettant de les mettre en œuvre. La présentation de nos activités de l'année 2008 rend compte de cette constellation des possibles.



1. Analyse et Diffusion des Connaissances

1.1 Rapport international sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne: Tendances et perspectives 2008

◆ Origines et étapes du projet :



Conformément aux objectifs assignés par son Plan de développement stratégique, le CIPC a entrepris l'élaboration de ce rapport une décennie après la publication de la première édition de son analyse comparée d'actions prometteuses

pour la sécurité de la collectivité. Le Rapport international marque de la sorte une nouvelle étape pour le CIPC dans son travail de recueil et d'analyse des stratégies et pratiques inspirantes en prévention et en sécurité quotidienne. Il constitue également **un outil** d'alerte identifiant les problèmes émergents, les idées et actions innovantes ainsi qu'un **marqueur des principales évolutions** en ce domaine dès lors qu'il sera publié tous les deux ans. Plus généralement, le rapport constitue un des piliers identitaires du Centre, et un instrument de promotion de la prévention de la criminalité auprès des instances internationales et des décideurs de tous niveaux.

Les travaux entourant la réalisation du rapport ont débuté à la fin du mois de juillet 2007. Le premier mois a été consacré à la constitution de l'équipe de 5 analystes (Julie Bodson, Jane Leeke, Guillaume Nolin, Lizzette Soria et Michelle Virgin) dont le travail a été coordonné par Manon Jendly et à l'envoi d'un courrier détaillé aux membres et partenaires du Centre pour les informer du projet et les inviter à nous fournir toutes informations susceptibles de l'alimenter. Les mois d'octobre à décembre 2007 ont été en-

tièrement consacrés à la recherche, au dépouillement et à l'analyse des données collectées, ainsi qu'à la rédaction d'un premier manuscrit. C'est également durant cette période également qu'un Comité éditorial a été établi, en vue d'apporter un regard critique sur le contenu du rapport. Le Comité éditorial est composé de dix experts et quatre membres du Comité exécutif du CIPC. Ces spécialistes d'envergure internationale représentent une diversité d'horizons géographiques, institutionnels et disciplinaires (voir Annexe 1, p.45). Réunis le 11 février 2008 à Montréal pour une journée de débats, leurs observations critiques, commentaires et suggestions du Comité ont permis de bonifier grandement le document entre la mi-février et le 31 mars. Le rapport a ensuite fait l'objet d'une traduction en trois langues, puis été maqueté, imprimé et publié le 30 juin 2008.

◆ Contenu :

Le Rapport international s'articule en deux volets : une analyse thématique des principaux problèmes de sécurité quotidienne et une analyse transversale des réponses qui sont développées en prévention, au-delà des types de criminalité visés. Chacun est introduit par un panorama général, le premier portant sur l'évolution des tendances de la criminalité à l'échelon international et le second sur l'évolution de la prévention, six ans après l'adoption des principes directeurs des Nations Unies.

La première partie met l'accent sur des thèmes particuliers, retenus en raison de leur prégnance dans les débats sur la prévention et leur impact sur la sécurité quotidienne. **Les thèmes retenus pour l'édition 2008 portent ainsi sur les atteintes à la sécurité des femmes, à la sécurité des jeunes et des écoles et à la sécurité des espaces publics et celle entourant les grands événements sportifs.** La deuxième partie dégage les principales tendances identifiables dans l'évolution des types de stratégies et pratiques mises en œuvre en prévention et sécurité quotidienne. Elle traite en particulier **de la diversité des stratégies nationales,**

du développement des politiques fondées sur la connaissance, du rôle des acteurs institutionnels, locaux et communautaires et de la création de nouveaux services et métiers dans le domaine de la prévention.

Chaque partie est en outre jalonnée de contributions sollicitées auprès d'experts pour apporter un éclairage novateur sur certains thèmes spécifiques. **Quinze spécialistes**, représentant une diversité d'origines, d'intérêts et de disciplines ont ainsi contribué à cette première édition (voir Annexe 2, p.47).

Enfin, des études ponctuelles destinées à alimenter le contenu matériel du rapport, sur des sujets et/ou zones géographiques particuliers ont été commanditées auprès de nos partenaires et personnes ressources. Deux études thématiques sur la police en Afrique du Sud, au Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Kenya, Mali, Nigéria, Ouganda, Sénégal et Tanzanie ont été réalisées respectivement par Erena van der Spuy et Ricky Röntsch du Centre de criminologie de l'Université du Cap, et Yann-Cédric Quero de l'École de criminologie de l'Université de Montréal.

Dix études thématiques ont également été effectuées sur la sécurité des femmes, les violences en milieu scolaire et la délinquance juvénile en Argentine, au Chili et au Portugal, ainsi que sur les grandes orientations en sécurité et prévention en Argentine, au Chili, en Uruguay et au Portugal. Ces rapports ont été réalisés respectivement par Martín Appiolaza, Juan Carlos Ruiz, Luz Oriana Rioseco Ortega, Pablo Madriaza, Cynthia González, Ivonne Fernández J. et Javier M. Palummo via l'entente conclue entre le CIPC et l'Université Hurtado au Chili, ainsi que par notre correspondante au Portugal, Adélaïde Vanhove.

◆ Public cible

Le Rapport international s'adresse en premier lieu aux décideurs des différents niveaux territoriaux, incluant les organisations non gouverne-

mentales et les membres de la société civile qui s'impliquent et agissent pour prévenir et lutter contre la criminalité. Il leur fournit un document d'analyse synthétique de la situation de la prévention et de la sécurité quotidienne dans le monde, leur fait mieux connaître les innovations et les enjeux émergents dans ces domaines et favorise leur propre réflexion concernant les stratégies de prévention et leur évaluation. À destination des organisations internationales, le rapport fournit une information unique exclusivement consacrée à la prévention, permettant un meilleur examen des besoins normatifs, mais aussi de coopération et de renforcement des capacités. Enfin, sans constituer une étude scientifique stricto sensu, le Rapport international peut servir de point de départ aux chercheurs spécialisés, qui y trouveront un recensement de données utile à leurs investigations ultérieures et une vision mondiale du champ de la prévention.

Le rapport a été produit en 3 langues, anglais, espagnol et français et sous deux formats distincts :

- ~ 250 copies papier, dans chaque langue
- ~ 2000 pochettes de présentation synthétique du Rapport et du Recueil comprenant sur CD-Rom la version électronique des deux documents dans les trois langues.

Il est en outre disponible sur notre site Internet : www.crime-prevention-intl.org

Le Rapport international est accompagné d'un Recueil international de pratiques en prévention et sécurité quotidienne.

Recueil international de pratiques en prévention de la criminalité pour encourager l'action à travers le monde 2008



Ce recueil présente 65 pratiques de prévention de la criminalité et de sécurité quotidienne provenant de 27 pays d'Amérique du Nord, d'Europe, d'Afrique, des Caraïbes, d'Amérique latine, d'Océanie et d'Asie du

Sud. Les praticiens, groupes communautaires, donateurs, décideurs politiques et services de police sauront puiser information et inspiration dans ces brefs comptes-rendus qui mettent un accent particulier sur les processus de mise en œuvre des activités, sur l'information en matière de partenariats, de résultats et de viabilité, et, dans certains cas, sur les enseignements qu'on peut en tirer.

Le recueil est divisé en cinq sections :

- ~ **Jeunes à risque**
- ~ **Gangs de jeunes**
- ~ **Sécurité quotidienne et peuples autochtones**
- ~ **Aspects de la sécurité quotidienne**
- ~ **Partenariat entre la police et la communauté en prévention de la criminalité**

Chaque section s'ouvre sur une introduction qui souligne les développements majeurs et les problématiques propres à chaque domaine, information essentielle à l'analyse des projets et initiatives en cours, et décrit les éléments qui définissent une bonne pratique. Chaque section est suivie d'une liste de publications du CIPC et de ressources complémentaires offrant aux praticiens des outils additionnels pour docu-

menter leur travail. Ce recueil reconnaît l'impact positif des nombreux partenariats regroupant les organismes issus de la société civile, les gouvernements (nationaux, régionaux et locaux), les services de police et le secteur privé qui collaborent à la réduction et à la prévention du crime et de la violence, ainsi qu'au mieux-être des communautés.

Ce recueil donne suite aux différents rapports sur les pratiques publiés par le CIPC, dont les inventaires *100 programmes de prévention de la criminalité pour encourager l'action à travers le monde* (1997 et 1999) et le document *Prévenir la délinquance en milieu urbain et auprès des jeunes. Recueil international des pratiques inspirantes*, publié en 2005.

Ces courtes descriptions de projets existants, qui permettent aux lecteurs de voir comment des gens comme eux ont apporté des solutions aux problèmes liés à la criminalité et à sa prévention, présentent un évident intérêt. Toutefois, le CIPC reconnaît que c'est là un domaine en évolution constante et ce que qui a bien fonctionné dans un contexte donné n'est pas toujours transférable ailleurs.

Diffusion du Rapport international et du Recueil de pratiques

Conformément à sa vocation de tête de réseau, le CIPC s'est attaché à diffuser largement ces publications. Le projet a également été présenté dans diverses enceintes internationales avant sa publication.

- ◆ **Maroc**, XI^e Colloque de l'Association internationale des criminologues de langue française (AICLF), Rabat, 11-13 mai 2008.

Ce Colloque a réuni près de 250 enseignants, chercheurs et professionnels, de toutes disciplines (criminologie, droit, sciences politiques, sciences de l'éducation, etc.) et dont un nom-

bre élevé étaient originaires des pays d'Afrique et du Maghreb.

◆ **Allemagne**, *2nd Annual International Forum / 13th German Congress on Crime Prevention*, Leipzig, 2 et 3 juin 2008

Environ 50 spécialistes de la prévention de la criminalité en Allemagne ont assisté à la présentation dont des universitaires, acteurs de terrain, fonctionnaires locaux, régionaux et fédéraux.

◆ **Chili**, *Seminario Internacional de Seguridad en Metrópolis*, Santiago-du-Chili, 18-20 juin 2008

Ce colloque a réuni durant 4 jours quelques 900 criminologues du monde entier et a donné lieu à environ 500 présentations. Cette année, les thèmes les plus largement abordés furent la délinquance juvénile (dont la question des gangs), la délinquance sexuelle, le système carcéral, les drogues (notamment la question des interventions et de la mesure de sa consommation) et le trafic d'êtres humains. Le rapport du CIPC a été présenté en atelier.

◆ **Montréal**, lancement officiel du Rapport international et du Recueil de pratiques 2008, 9 septembre 2008



De gauche à droite : Slawomir Redo (UNODC), Juma Assiango (ONU-HABITAT), Raymonde Dury (Présidente du CIPC), Valérie Sagant (Directrice générale du CIPC) et Claude Dauphin (Ville de Montréal)

Le Rapport fut présenté dans le cadre d'un séminaire organisé par le Ministère de l'Intérieur du Chili, réunissant environ 150 hauts dirigeants policiers et leurs partenaires dans les autres administrations (municipalités) et ministères (affaires sociales, santé, ...).

◆ **Winnipeg**, *"Community Safety and Indigenous Peoples: Issues, Ideas, and Inspiration for Action" At Community-Based Practices in Aboriginal Communities Training Session*, 10 juillet 2008, Canada.

Organisée par le Centre national de prévention du Crime (Canada), cette session de formation était destinée à plus de 40 responsables de programmes nationaux du CNPC et représentants locaux autochtones de la région de Winnipeg.

◆ **Écosse**, 8^{ème} conférence annuelle de la Société européenne de Criminologie, Édimbourg, du 2 au 5 septembre 2008

Le CIPC a procédé au lancement du Rapport international et du Recueil le 9 septembre 2008 à Montréal. Le Rapport international 2008 et le Recueil ont été présentés par Claude Dauphin, président du Comité exécutif de la Ville de Montréal, Raymonde Dury, présidente du CIPC et Valérie Sagant, directrice générale du CIPC, en présence de Juma Assiango, représentant d'ONU-HABITAT, et Slawomir Redo, représentant de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

Plus de 100 personnes ont assisté à l'évènement dont des hauts représentants des gouvernements du Canada et du Québec, des villes, des représentations diplomatiques, des différents corps de police, ainsi que des partenaires des milieux sociaux et communautaires. 12 journalistes ont également assisté au lancement, en provenance à la fois de la télévision, de la presse écrite et de la radio (francophone et



Audience lors du lancement du Rapport international 2008 à Oslo, Norvège.

anglophone) : Journal La Presse, La Presse Canadienne, Journal Le Devoir, Canoe, Journal Métro, Radio-Canada (télévision), CTV, CBC Radio, Radio-Canada (radio), CJAD, Info 690. La plupart de ces médias ont couvert l'événement sous la forme de 8 articles et 13 mentions et entrevues radio et télévision.

De plus, 5 articles sont parus dans des journaux portugais, à la suite de la publication du rapport et une couverture médiatique est prévue en Afrique du Sud. Deux entrevues ont été diffusées dans des médias de Trinidad-Tobago, à la suite du lancement du Rapport du 20-21 octobre 2008 et plus de 10 interventions ont été faite dans les médias mexicains (presse écrite, radio, télévision) à la suite du Colloque annuel du CIPC.

À la suite du lancement de Montréal, le Rapport 2008 a été présenté dans différents pays.

- ◆ **France**, Réunion du Conseil du Réseau européen de prévention de la criminalité, Paris, 19 septembre 2008

À l'invitation de la présidence française, présentation aux représentants des 27 pays de l'Union européenne du Réseau européen de prévention de la criminalité.

- ◆ **Norvège**, Parlement Sami, Karasjok, 2 octobre 2008

Laura Capobianco, analyste senior et chargée de projet au CIPC, a été invitée par le Parlement Sami à présenter à différents conseillers du Parlement, à Karasjok, en Norvège, le chapitre *Sécurité quotidienne et peuples autochtones*, issu du Recueil international de pratiques inspirantes en prévention de la criminalité à travers le monde. Cette intervention fait suite à la contribution au recueil du CIPC de Madame Liss Ellen Ramstad, conseillère du Parlement Sami, qui mettait en lumière les grandes tendances en matière de problématique sécuritaire chez les populations autochtones vivant en communautés urbaines, rurales ou isolées, et de développement de modèles de gouvernance indigènes.

- ◆ **Norvège**, Oslo, 7 octobre 2008

Le Direction de la Police norvégienne et le Centre international pour la prévention de la criminalité ont été les hôtes d'une réunion portant sur la sécurité quotidienne des communautés, le crime et sa prévention, à laquelle ont participé une quarantaine de praticiens et décideurs appartenant ou non aux services de police.

Le Conseil national norvégien pour la prévention du crime (KRÅD) a exposé le modèle norvégien de « Conseil local de police communautaire » (*Local Community Police Council*), son fonctionnement, ses défis et les enseignements qui en émergent. Le Secrétariat d'Oslo à

la Coordination en prévention de la criminalité locale (*Oslo Secretary for the Coordination of local crime prevention*) (SaLTo) a présenté le travail de prévention de la criminalité dans la ville d'Oslo, qui démontre qu'il est possible de construire de bons partenariats en s'appuyant sur une réelle connaissance de la criminalité et de sa prévention. L'Académie nationale de police de Norvège (PHS) a ciblé le débat sur le thème « police locale = vers un maintien de l'ordre basé sur la connaissance », qui montrait de nombreux recoupements avec les rapports publiés par le CIPC. Ce débat a souligné toute l'importance de baser le travail de prévention du crime sur une connaissance approfondie du contexte et sur la réalité des faits.

◆ **Trinidad et Tobago**, Rencontre extraordinaire des représentants du gouvernement et de la société civile, 20 et 21 octobre 2008



Présentation du Rapport international 2008 à Tobago.

Ces assises ont été organisées par le Ministère de la Sécurité nationale (MNS) de Trinidad et Tobago. À Trinidad, la session a été ouverte sous la présidence du sous-secrétaire permanent du MNS. L'auditoire était composé de :

- ~ Membres du Comité de direction du Programme Sécurité Citoyenne (CSP)
- ~ Représentants des ministères de la Sécurité, de la Santé, du Logement, des Sports et Loisirs
- ~ Coordonnateurs locaux du CSP auprès des 19 communautés cibles de Trinidad

- ~ Représentants de l'*University of West Indies*
- ~ Représentants du Programme de Développement de l'ONU
- ~ Représentants du YMCA
- ~ Membres des « *Crime Stoppers* » et de diverses ONGs

À Tobago, se sont par ailleurs réunis quelque 35 acteurs locaux dont des représentants du ministère du Tourisme, de la chambre de commerce locale, du secteur de l'assurance, du Service de police, des collèges publics, de l'Assemblée législative de Tobago et du Conseil de développement social de Tobago. Le débat a davantage porté sur le rôle des écoles dans la socialisation des enfants et des jeunes ; sur l'impact de l'absence des pères dans le développement social et identitaire de l'enfant ; sur la préservation de la langue vernaculaire comme source d'estime de soi et clé de l'accès aux services ; sur le soutien aux forces policières, malgré les problématiques d'abus de pouvoir ; et sur l'impact de l'impunité (le nombre de condamnations ne dépassant pas la dizaine alors qu'on déplore annuellement plus de 400 homicides).

◆ **Toronto**, Réunion du Groupe de travail fédéral/provincial/territorial sur la prévention du crime, 28-29 octobre 2008, Canada

Le groupe « FPT » réunit les représentants des 10 provinces et des 3 territoires du Canada.

◆ Membres du CIPC à **Querétaro, Mexique**, en marge des réunions de gouvernance, 10 novembre 2008

Le Rapport international 2008 a été présenté aux 29 membres ayant participé aux réunions de gouvernance, ainsi qu'aux 7 administrateurs présents.

◆ **Québec**, Colloque annuel du Ministère de la Sécurité publique du Québec, Trois-Rivières, 25 novembre 2008

Le CIPC a été convié à présenter son Rapport international et le Recueil de pratiques en conférence plénière des Journées de formation en prévention de la criminalité du Ministère de la Sécurité publique du Québec. Cette plateforme a permis au Centre de mieux se faire connaître auprès de plus de 300 participants, relevant d'autorités gouvernementales, d'organismes communautaires, d'universités et centres de recherche.

- ◆ **Washington D.C.**, Rencontre annuelle de la Coalition interaméricaine de Prévention de la violence, 5 décembre 2008, États-Unis

Cette rencontre réunissait les représentants des organisations internationales présentes à Washington et intervenant dans le domaine de la prévention de la violence dont l'Organisation panaméricaine de la santé, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation des États américains ainsi que des centres américains tels que le *Centre for Disease Control* et l'organisation de coopération bilatérale *USAID*.

- ◆ **Paris**, Commémoration consacrée à Gilbert Bonnemaïson, 5 décembre 2008

Mme Raymonde Dury a pu rendre compte du Rapport et de l'évolution du CIPC dont la création avait été voulue par Gilbert Bonnemaïson et qu'il a présidé de 1994 à 2000.

- ◆ **Belgique**, Groupe de travail du Parlement européen, Bruxelles, 9 décembre 2008

Mme Raymonde Dury a pu également présenter les récents travaux du CIPC à un groupe de travail spécialisé du Parlement européen.

- ◆ **Italie**, *Programme Network Institutes* de l'ONUUDC, 12-14 décembre 2008

Le PNI rassemble les organismes spécialisés en justice pénale et prévention du crime affiliés à

l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

La diffusion du Rapport se poursuivra tout au long du premier semestre de l'an 2009. Des présentations du Rapport international sont en cours de planification notamment à Ottawa, en partenariat avec l'Institut pour la prévention de la criminalité, à Vancouver, en Hongrie, en Belgique en partenariat avec le Forum belge pour la sécurité urbaine, à l'occasion de la Conférence de restitution des travaux du séminaire CrimPrev en Angleterre, ainsi qu'en Australie.

1.2 Recueil de pratiques et de politiques sur la sécurité des femmes 2008



Ce Recueil a été mis au point pour nourrir les échanges lors du Colloque annuel du CIPC 2008. Enrichi des commentaires émanant du Colloque, il sera publié dans sa version numérique en janvier 2009.

Le Recueil présente 69 cas provenant de 31 pays. Il se divise en quatre sections :

- ~ **Stratégies municipales**
- ~ **Initiatives des organismes non-gouvernementaux**
- ~ **Stratégies et politiques des gouvernements nationaux**
- ~ **Outils et ressources**

Les stratégies municipales traduisent un fort leadership des élus et gouvernements locaux et s'appuient, pour améliorer la sécurité des femmes et des filles, sur des campagnes publiques d'information sur la mise sur pied d'observatoires ou de centres locaux de sur-

veillance et d'analyse de la violence faite aux femmes et sur de solides partenariats « participatifs » avec la société civile.

Les organismes non-gouvernementaux ciblent plusieurs problématiques. Certains se consacrent aux services de soutien des victimes ou à la santé et au soutien social des femmes marginalisées. D'autres œuvrent à l'intégration de l'approche de genre et à l'égalité en aidant les jeunes mères à renforcer leurs capacités, en travaillant sur les questions de discrimination avec les filles de moins de 18 ans ou avec les hommes et les garçons, ou en mettant sur pied des enquêtes de sécurité du point de vue des femmes ou des marches exploratoires, comme outils de sensibilisation des gouvernements locaux aux questions de sécurité dans les espaces publics et à la nécessaire progression de la voix des femmes dans les instances décisionnelles. Plusieurs organismes qui ont débuté par la prestation de services aux victimes ou comme centres contre le viol ou refuges pour femmes, ont au cours des années élargi leur champ d'intervention en offrant une plus large gamme de services, tels des formations destinées aux fonctionnaires et aux personnels des services locaux ou de la police, et en travaillant à transformer les mentalités face à l'usage de la violence.

Les stratégies nationales démontrent la volonté des gouvernements nationaux d'appliquer les conventions internationales, d'aborder les questions complexes telles que la traite des femmes et de développer des campagnes nationales d'éducation du public et des approches visant à amenuiser l'impact de la violence et à favoriser le renforcement des capacités des victimes. Dans certains pays, des actions propres à réduire la violence faite aux femmes autochtones sont mises en place.

Ces gouvernements reconnaissent la complexité de la prévention de la violence faite aux femmes qui exige la coordination de nombreux secteurs, dont la santé, les services sociaux, les politiques de logement et l'éducation, entre autres.

Enfin, la section « outils et ressources présente du matériel de formation et de sensibilisation, des guides d'utilisation des marches exploratoires et des liens avec un échantillonnage du nombre toujours croissant des organismes œuvrant dans le domaine de la sécurité des femmes, tant locaux et nationaux que sur le plan international. Ils agissent en réseau et se positionnent comme centres de connaissance et de recherche pouvant aider à relier tous ceux et celles qui travaillent à améliorer la sécurité des femmes. Comme ONU-HABITAT le soulignait: « *Une ville sécuritaire pour les femmes est sécuritaire pour tout le monde !* »

1.3 Analyses comparées

En plus de ces publications majeures, le CIPC a réalisé en 2008 trois brèves études comparées destinées à répondre aux préoccupations actuelles de ses partenaires.

◆ Médias, prévention de la criminalité et sécurité urbaine : Analyse succincte de l'influence des médias et pistes de réflexion

Ce document exploratoire tente d'analyser l'impact (tant positif que négatif) des médias sur la prévention de la criminalité en proposant une approche intégrée qui permet d'en étudier toutes les facettes. Le travail des médias et son impact sur la prévention de la criminalité présentent en effet plus de complexité qu'un simple lien de cause à effet ou qu'une présumée tendance des entreprises de presse à coller au plus près des impératifs de l'actualité. L'article met en lumière plusieurs débats touchant l'impact des médias sur le degré de peur du crime dans la population, l'attribution de nouvelles ressources policières, le comportement même des criminels, ou l'opinion et l'attitude des gens face à certains groupes marginalisés. Il souligne également, et c'est là son apport le plus important, à quel point la couverture média peut contribuer

à prévenir la criminalité via de vastes campagnes publiques d'éducation visant la sensibilisation de la population à divers problèmes sociaux, ou par la diffusion d'informations et l'invitation à leurs lecteurs et auditeurs à participer aux débats démocratiques portant sur les défis que la criminalité pose à la communauté. En conclusion, l'article propose une discussion sur la façon dont une politique de communication, conçue dans le cadre de la mise sur pied d'une stratégie de prévention de la criminalité, peut aider les gouvernements, la police et les ONGs à s'engager dans une relation plus proactive et partenariale avec les médias, afin de concerter les efforts visant la réduction de la criminalité et l'augmentation du sentiment de sécurité.

Les principaux résultats de cette étude ont été présentés par Valérie Sagant à Santiago-du-Chili les 19-20 juin 2008 dans le cadre du Séminaire international de sécurité dans les métropoles, organisé par le Gouvernement régional métropolitain de Santiago, en collaboration avec le CIPC et le Sous-secrétariat de l'Intérieur et des Carabiniers du Chili. Cette étude est disponible en anglais et en français.

◆ ***Assessing CCTV as an effective safety and management tool for crime-solving, prevention and reduction***

Le CIPC a produit une étude sur la valeur de la vidéosurveillance comme instrument de prévention de la criminalité. Après en avoir cerné les origines et la définition, ce travail a cherché à répondre à une série de questions concernant l'efficacité de ce mode de surveillance : la vidéosurveillance est-elle un outil efficace pour résoudre les crimes, pour prévenir les crimes et pour augmenter le sentiment de sécurité? Dans un second temps, l'efficacité de la vidéosurveillance a été analysée en tant qu'outil de gestion de la sécurité. Enfin, la dimension éthique de l'usage de cette technologie a été abordée.

Il est montré que l'efficacité de la vidéosurveillance dépend largement du contexte de son utilisation et de la manière dont elle est gérée;

toutefois, et malgré des évaluations généralement peu enthousiasmantes, son implantation à grande échelle est galopante dans un nombre toujours croissant de pays. Il est nécessaire de questionner ces investissements importants dans une technologie dont l'impact sur la criminalité et le sentiment de sécurité reste encore à prouver (et le Royaume-Uni en est un cas exemplaire). Il est tout aussi nécessaire de se pencher plus sérieusement sur les conditions de réussite de l'implantation de cette technologie pour éviter les trop fréquents investissements coûteux pour des résultats peu significatifs. Enfin, il ne faut pas évacuer le débat éthique que suscite le développement de la vidéosurveillance et notamment son incidence sur la distribution équitable de la sécurité à travers la société, ainsi que sur les conséquences sur nos libertés que son déploiement massif pourrait avoir.

◆ **Analyse internationale des violences urbaines : éléments de comparaison et enjeux**

En août, une altercation entre la police et des jeunes résidents d'un quartier défavorisé du nord de la ville de Montréal (Montréal-Nord) a conduit à la mort de l'un d'entre eux, Freddy Villanueva. Une émeute s'ensuivit dans le quartier avec pour cible principale la police. À la suite de ces incidents, le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) a commandité une étude auprès du CIPC, en partenariat avec le Centre International de Criminologie Comparée (CICC) de l'Université de Montréal, représenté par M. Jean-Paul Brodeur (directeur du CICC) et M. Frédéric Ocqueteau (directeur de recherche au CNRS et professeur invité à l'Université de Montréal). Cette étude consiste en une analyse comparée des émeutes urbaines à travers le monde. À partir d'événements comparables ayant eu lieu en France, Angleterre, Australie et aux États-Unis, ce rapport dresse un portrait des modes d'intervention de la police, ainsi que des caractéristiques des territoires où ce type de violence éclot. Il présente également les principaux enjeux concernant la transparence des processus d'enquêtes concernant des incidents graves lors d'une intervention policière.

* * *

L'accent est mis depuis deux années sur la diffusion des travaux du CIPC auprès de la grande variété d'acteurs susceptibles d'être intéressés : praticiens, organisations non gouvernementales, personnel des municipalités et autres entités locales, professionnels de la police et de la justice, responsables gouvernementaux de différents niveaux... En effet, la publication et la diffusion sur notre site Internet ne suffisait pas à faire connaître les travaux et encore moins à permettre aux acteurs auxquels ils pourraient être utiles de se les approprier pour en extraire les enseignements leur permettant d'améliorer leurs pratiques ou leurs politiques. C'est pourquoi, nous insistons sur la nécessité de concevoir et promouvoir des modalités variées et flexibles de diffusion de nos travaux.

1.4 Diffusion des autres publications du CIPC

1.4.1 Diffusion des Connaissances sur le Rôle de la Police en Prévention de la Criminalité

- ◆ Association canadienne des chefs de police

Le CIPC a mis sur pied, en collaboration avec l'Association canadienne des chefs de police, un programme intitulé *International Learnings on the Go: Police Community Partnerships in Crime Prevention* (Les enseignements internationaux en matière de partenariats police/communauté en prévention de la criminalité). Le programme comporte plusieurs modules bien ciblés (ex. : rôle préventif des forces policières ; pratiques efficaces police/communauté pour la sécurité des femmes ou face aux gangs de

rues, etc.) qui seront présentés à un très large auditoire travers le Canada, en 2009 et 2010, soit aux services de police, décideurs locaux et partenaires communautaires qui en feront la demande.

Le CIPC est membre du comité de prévention de la criminalité de l'Association canadienne des chefs de police et de l'Association ontarienne des chefs de police.

Trois présentations du programme *International Learnings on the Go: Police Community Partnerships in Crime Prevention* ont été faites en 2008 au Canada, auprès de l'Association canadienne des intervenants en formation policière (CAPE), à Moncton, le 8 juin ; à la Conférence annuelle de l'Association ontarienne des chefs de police, à Niagara Falls, le 15 juin ; et à la Rencontre du comité de prévention de la criminalité de l'Association ontarienne des chefs de police, à Waterloo, le 29 septembre.

- ◆ Projet en partenariat avec ONU-HABITAT

Il est envisagé avec ONU-HABITAT de proposer ce même type de modules de sensibilisation et de formation à un public conjoint de responsables policiers et d'acteurs locaux, notamment dans différents pays d'Afrique.

- ◆ Interventions

À la demande du Ministre des Affaires étrangères de France, les travaux du CIPC relatifs à la police de proximité ont été présentés par Serges Bruneau, les 27 et 29 août dans le cadre d'un séminaire sur la gouvernance démocratique destiné aux assistants techniques français chargés de la coopération policière et judiciaire dans le monde.

Le 1er octobre 2008, à la demande de la Sûreté du Québec (police provinciale), Serges Bruneau a présenté les éléments d'analyse du CIPC concernant le rôle de la police en prévention de la criminalité aux responsables des Unités de communication en relation avec la communauté.

1.4.2 Diffusion du « Manuel 3 Villes »



Le programme d'échanges entre les villes de Montréal, Liège et Bordeaux a donné lieu à la production du manuel Nuisances publiques liées aux drogues et la prostitution : Manuel pratique pour l'action locale.

Afin de favoriser l'utilisation de ce Manuel par les acteurs municipaux, des séminaires explicatifs ont été organisés le 26 avril à Liège et les 16 et 17 mai à Montréal pour des élus, des fonctionnaires municipaux incluant les services de police, des représentants de la santé et des services sociaux et des acteurs terrains agissant sur les problématiques ciblées par le manuel soit les nuisances publiques liées aux drogues et toxicomanies.

1.5 Centre de documentation et diffusions électroniques

◆ Centre de documentation

En 2008, le Centre de documentation du CIPC a acquis quelques 400 nouveaux documents, portant sa collection à plus de 4000 titres. La plupart de ces publications, disponibles en langues anglaise, espagnole et française, traitent de prévention de la criminalité et de sécurité quotidienne.

Ainsi, le centre a sensiblement augmenté ses ressources en littérature grise, collection essentiellement constituée de politiques, bonnes pratiques et outils d'intervention mis au point à travers le monde pour prévenir la criminalité. Ces documents vont des stratégies nationales

et plans d'action aux actes de conférence ou descriptions de bonnes pratiques locales.

Cette base de connaissances constitue un excellent mode de diffusion d'informations provenant de multiples pays du monde en matière de prévention de la criminalité et de sécurité quotidienne.

◆ Lettres d'informations électroniques



L'Observateur international

Ce bulletin d'information électronique est transmis à près de 2000 abonnés et publié sur notre site Internet. Cette lettre fait connaître d'une part les activités du Centre, et informe les lecteurs d'initiatives nouvelles prises dans le monde telles que le lancement de politiques publiques, la création de structures dédiées à la prévention, etc. L'Observateur présente également la liste des publications les plus récentes dans ce domaine, ainsi que le calendrier des conférences, colloques et autres manifestations relatives à la sécurité et à la prévention. Sept numéros ont été réalisés en 2008 (mars, juin, juillet, août, octobre, novembre et décembre) en trois langues.

International bulletin on community safety and indigenous peoples

Vecteur d'information sur les problématiques particulières aux peuples autochtones et les pratiques prometteuses en matière de sécurité, ce bulletin est transmis par courriel à un réseau de spécialistes des questions autochtones, abonnés au service. Ce bulletin électronique, disponible

en anglais seulement, compte trois parutions en 2008 (janvier, août et décembre).

◆ Le site Internet

Le CIPC a entamé, en 2008, la restructuration de son site Internet via un système de gestion de contenus (CMS). Ce réaménagement permettra au CIPC de produire et diffuser davantage d'information via les outils virtuels désormais accessibles sur le site. L'objectif est de présenter un site vraiment interactif qui permette à nos membres et partenaires, ainsi qu'au public en

général, d'avoir accès à une vaste banque de données tout en participant activement à son développement. Le but ultime est d'offrir une plate-forme d'échanges d'information très animée (incluant un moteur de recherche, des réseaux virtuels spécialisés et notre circulaire électronique mensuelle).

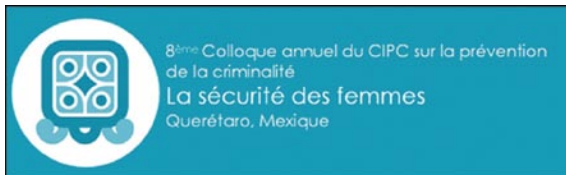
En 2008, la vérification et la mise à jour du contenu et des données, une nouvelle maquette graphique, de même que l'insertion de toutes nouvelles sections ont été réalisées.



2. Centre
d'Échanges
et d'Expertise

Parce que la prévention est un domaine encore assez neuf et en voie de construction tant théorique que pratique, les échanges entre théoriciens et praticiens, observateurs et acteurs, intervenants locaux et décideurs nationaux et internationaux sont essentiels à l'enrichissement des savoir-faire et à l'amélioration de l'efficacité de la prévention. Unique organisation à l'échelle internationale spécialisée exclusivement dans le domaine de la prévention de la criminalité, le CIPC est fortement sollicité d'une part pour favoriser ces échanges et d'autre part à titre d'expert. Ces activités ont connu une très forte croissance en 2008.

2.1 Colloque annuel du CIPC sur la prévention de la criminalité



Le 8^e Colloque annuel du CIPC a été organisé en collaboration avec le Gouvernement de l'État du Querétaro et a eu lieu dans la ville de Santiago de Querétaro entre le 12 et 14 novembre 2008.

Plus de 350 participants provenant de plus de 30 pays des Amériques et des Caraïbes, d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie se sont réunis pour échanger des connaissances et des pratiques sur la sécurité des femmes.

Le colloque a été inauguré par Alejandro Rubido, Secrétaire Exécutif du Système national de sécurité publique, par Guadalupe Morfin, Procureure spéciale sur les délits de violence envers les femmes et la traite d'êtres humains, par le Secrétaire de la Sécurité Citoyenne et de la Sûreté de l'État du Querétaro, José Manuel

Ogando, ainsi que par Raymonde Dury, Présidente du CIPC.



Valérie Sagant, Directrice générale du CIPC

Le colloque a été composé de **trois conférences magistrales données par Caroline Moser**, Directrice du Global Urban Research Centre de l'Université de Manchester, Angleterre, par **Alberto Concha-Eastman**, Conseiller Principal sur la prévention de la violence à l'organisation Panaméricaine de la Santé et **Valérie Sagant**, Directrice générale du CIPC. Ces conférences ont porté respectivement sur la sécurité des femmes et les analyses fondées sur le genre, le rôle des villes et des autorités locales dans la sécurité des femmes et la sécurité des femmes à travers le monde.

Deux séances plénières ont dressé un panorama mondial des atteintes à la sécurité des femmes et des actions de terrain sur la sécurité des femmes. Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), le Programme des Nations Unies pour les établissements Humains (ONU-Habitat), l'organisation des États Américains (OEA), le Forum Européen pour la sécurité urbaine (FESU), le Centre international pour la réforme du droit pénal et la politique de justice pénale (ICCLR & CJP) et la Délégation aux victimes auprès du Ministère de l'Intérieur de France ont contribué à identifier les principaux enjeux.

Huit ateliers restreints ont traité des thèmes suivants :

- ~ Mesurer les atteintes à la sécurité des femmes pour développer de réponses efficaces ;
- ~ La criminalité transnationale et son impact au niveau local ;
- ~ Violence contre les femmes et sécurité quotidienne chez des groupes spécifiques (comme les victimes de la traite) ;
- ~ Le rôle des hommes dans la sécurité des femmes ;
- ~ Créer des environnements accueillants et sûrs ;
- ~ Construire des partenariats efficaces ;
- ~ Impliquer les femmes en prévention de la criminalité ;
- ~ Élaborer des stratégies intégrées.



Atelier sur le rôle des hommes dans la sécurité des femmes, Querétaro

Les intervenants de ces ateliers étaient des experts reconnus issus de gouvernements, d'institutions policières, d'organisations internationales, d'organisations non-gouvernementales, d'universités et de centre de recherche.

Enfin, le colloque s'est terminé sur un **Forum des villes** regroupant Maires et représentants de gouvernements locaux, ainsi que des acteurs de terrain qui travaillent au niveau local sur la sécurité des femmes.

En marge du colloque, **l'organisation Femmes et Villes International a lancé son Rapport d'évaluation sur les marches exploratoires** à travers le monde. De même, la séance intitulée "Femmes et sécurité dans les espaces urbains" organisée par UNIFEM et ONU-HABITAT, en collaboration



Forum des Villes, 14 novembre 2008, Querétaro

avec Femmes et Villes International et *Red Mujer y Hábitat* a permis de présenter les initiatives de ces organisations portant sur la sécurité des femmes.



Séance « Femmes et sécurité dans les espaces urbains, organisée par UNIFEM et ONU-HABITAT, 14 novembre 2008, Querétaro

À l'issue du colloque, 75 participants ont répondu au questionnaire d'évaluation (seuls 11% parmi eux étaient membres du CIPC) dont voici quelques résultats généraux :

- ~ 95% des répondants ont déclaré être satisfaits ou très satisfaits du colloque ;
- ~ 95% des répondants déclarent avoir approfondi leurs connaissances sur les sujets abordés ;
- ~ 70 % des répondants ont considéré le contenu du colloque comme très pertinent par rapport à leur travail ;
- ~ 68 % des répondants ont déclaré que le colloque du CIPC était une excellente occasion pour établir de nouveaux contacts ;
- ~ 100% des répondants recommanderaient à ses collègues de participer à un colloque du CIPC.

Enfin, à l'occasion du colloque, le CIPC a publié en trois langues un Recueil international de pratiques et politiques sur la sécurité des femmes (voir p.).

2.2 Expertise auprès des organisations internationales intergouvernementales

L'année 2008 a été marquée par une nette montée en puissance des sollicitations des organisations internationales intergouvernementales qui soit souhaitent concrétiser leurs engagements en faveur de la prévention, soit investissent ou relancent leur investissement dans ce thème.

- ◆ Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)

- ~ *Assessment tool*

The *Assessment tool on Crime Prevention* est destiné à fournir un cadre d'analyse rapide visant à évaluer la situation et les besoins dans le domaine de la prévention de la criminalité d'un pays. Cet outil doit permettre d'enrichir et de mieux adapter les programmes d'aide et de coopération aux besoins réels en prévention.

L'élaboration de l'outil a été confiée à Margaret Shaw qui s'est notamment appuyée sur les observations et recommandations formulées par un prestigieux groupe d'experts internationaux (voir Annexe 3, p.49) réunis les 2-4 juillet à Berlin, à l'invitation du Ministère fédéral de la justice d'Allemagne et de l'ONUDC.

- ~ Manuel

Le manuel de mise en œuvre des principes directeurs des Nations Unies relatifs à la prévention de la criminalité constitue un projet d'ampleur visant à fournir des outils et cadres d'analyses pragmatiques facilitant l'application réelle des standards internationaux adoptés en 2002. Une ébauche de cet outil a été présentée par Valérie Sagant à la réunion d'experts de juillet. L'élaboration du manuel se poursuivra en 2009

pour être diffusé lors du 12e Congrès des Nations Unies en 2010.

- ~ Les travaux du CIPC dans le cadre du *Programme Network Institutes* (PNI)

Au cours de la 17e session de la Commission des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale, le 14 avril à Vienne, le CIPC a participé à l'atelier "*Promoting Women's Safety: Local Strategies & Promising Practices to Prevent Violence Against Women*". Cet atelier présenté par le PNI affilié à la Commission a fourni de l'information très détaillée et offert de bonnes discussions sur le thème central de la 17e session de la Commission. Présentées devant un auditoire comprenant des représentants des États membres et des ONG affiliées à la Commission, les présentations des 7 instituts participants ont été publiées par UNICRI.

Par ailleurs, la Commission onusienne a décidé, lors de cette 17e session en avril 2008, de revisiter le *Modèle de stratégies et mesures pratiques pour l'élimination de la violence faite aux femmes dans le domaine de la prévention et de la justice pénale (Model Strategies and Practical Measures on the Elimination of Violence Against Women in the Field of Crime Prevention and Criminal Justice)*, dont la version originale avait été adoptée en 1997. Le CIPC, en lien avec d'autres instituts affiliés à la Commission, a été invité en tant qu'organisme expert à participer à la révision de ces stratégies. Une réunion du Groupe Expert doit avoir lieu début 2009.

Le PNI s'est réuni pour élaborer son plan de travail en soutien du programme de l'ONUDC (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime), planifier le 12e congrès annuel de l'ONU, en 2010, et apporter sa collaboration en matière d'assistance technique et de projets de formation. Au sein du PNI, le CIPC est le seul institut qui se consacre exclusivement à la prévention.

Enfin, dans le cadre de la réunion annuelle du PNI, qui s'est tenue à Courmayeur, Italie, les 12-

14 décembre 2008, le CIPC a pu présenter ses récents travaux sur la prévention et participer à la préparation des ateliers du 12e Congrès.

◆ ONU-HABITAT

L'année 2008 a salué l'intensification de la coopération du CIPC avec ONU-HABITAT par un échange de lettres formel conférant au CIPC sa qualité de partenaire privilégié dans la réalisation du plan stratégique 2008-2013 pour des villes plus sûres.



Les échanges avec ONU-HABITAT en 2008 ont principalement porté sur :

- ~ le thème des jeunes et de leur implication dans la gouvernance urbaine. Le CIPC, représenté par Margaret Shaw, a co-rédigé le document préparatoire au Sommet « *Youth and Cities* » de Durban, Afrique du Sud (17-21 juin). Ce document constituera la base du *Youth Source Book* qui sera développé en 2009 par ONU-HABITAT et le CIPC;
- ~ le thème du rôle de la police en prévention : le CIPC contribue à l'élaboration de la « plateforme police » d'ONU-HABITAT.

◆ Organisation des États américains (OÉA)

L'Organisation des États Américains (OEA), créée en 1948, regroupe les 35 pays du Continent américain avec pour mission de renforcer la coopération pour le développement des valeurs démocratiques, la défense de leurs intérêts communs et la discussion des enjeux majeurs de portée régionale et mondiale. Plus d'une soixantaine des pays d'autres régions du monde ont le statut d'observateur permanent.

L'OÉA a développé un nouveau champ d'intérêt concernant la sécurité hémisphérique. C'est dans ce cadre que le CIPC a été



amené à participer à la Première réunion des Ministres des Amériques chargés de la sécurité publique qui s'est tenue les 7 et 8 octobre 2008 à Mexico. En amont, Esteban Benavides avait contribué au nom du CIPC à la réunion préparatoire destinée aux ONG (Guatemala, les 6-7 août 2008), puis, le 14 août, Valérie Sagant a été invitée à présenter ses commentaires et suggestions à la session du groupe de travail de l'OÉA à Washington D.C., chargé d'élaborer le projet de déclaration de la réunion des ministres.

Les recommandations finales de la réunion ministérielle traduisent, malgré l'importance des questions de trafic de drogues transfrontalière, de corruption et d'immigration illégale, une volonté de construire une vision globale de la sécurité publique. L'importance des échanges internationaux et du partage des pratiques, de même que l'approche préventive ont occupé une bonne place parmi les discussions.

Le Centre a été sollicité par l'OÉA à poursuivre sa collaboration pour la mise en œuvre concrète des conclusions de la réunion.

2.3 Interventions du Centre auprès d'autres partenaires

◆ Washington D.C., Open Society Institute, 2 et 3 mars 2008

Une table ronde organisée par l'Open Society Institute, à Washington DC, aux États-Unis, les 2 et 3 mars 2008, sur le thème *Faire face aux crimes violents : définir le rôle de l'OSI*.

La rencontre a été mise sur pied afin d'explorer les avantages et les occasions qu'offrirait à l'OSI le développement d'une initiative d'importance dans le domaine de la prévention de la violence en Amérique latine et ailleurs dans le monde, et d'analyser comment les organismes non-gouvernementaux peuvent collaborer plus efficacement sur ces questions.



De gauche à droite : Kauko Aroma, HEUNI, Gene Guerrero, Open Society Institute, Margaret Shaw, CIPC, Irwin Waller, Université d'Ottawa, Barbara Holtman, Council for Scientific And Industrial Research, Afrique du Sud, Doris MacKensie, États-Unis et Gorazd Mesko, University of Maribor, Slovenia

Présentation sur la prévention de la criminalité lors de la Réunion du personnel du Congrès, organisée par OSI à la Maison-Blanche, le 4 mars 2008.

- ◆ **Vancouver**, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, 3 et 4 mars 2008

Présentation « Le rôle du maintien de l'ordre face à la violence urbaine endémique » à la conférence sur la Sécurité des populations urbaines (*Human Security in Cities*), organisée par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada et le Consortium canadien sur la sécurité humaine, à Vancouver, les 3 et 4 mars 2008.

Le but de cette rencontre était de commenter et de nourrir substantiellement les textes préliminaires de la prochaine publication de l'initiative Villes et sécurité humaine ; et d'établir une communauté de pratiques d'intervention entre universitaires et décideurs politiques.

- ◆ **Brésil**, Forum brésilien de sécurité publique, 26-28 mars 2008

Présentation du panel d'experts à la rencontre annuelle du Forum brésilien sur la sécurité publique, à Recife, au Brésil, du 26 au 28 mars

2008. Le CIPC a une entente de partenariat avec le Forum brésilien, créé en 2006. La rencontre a permis de souligner l'accroissement du dialogue et des échanges entre les forces de police et la société civile brésilienne, de même que l'intérêt croissant des villes pour les stratégies de prévention.



De gauche à droite: Margaret Shaw, CIPC, Josephine Bourgois, Brazilian Forum on Public Safety, Paula Miraglia, ILANUD, Brazil, Carolina Ricardo - Instituto Sou da Paz, Denis Mizne - Director Instituto Sou da Paz

- ◆ **Afrique du Sud**, *Action for a Safe South Africa*, 12 juin 2008

Le 12 juin 2008 a été lancée *Action for a Safe South Africa*, qui vise à traiter activement le contexte et les facteurs qui nourrissent le cycle de criminalité et de violence que connaît l'Afrique du Sud et à encourager tous les Sud-Africains à faire partie de la solution. *Action for a Safe South Africa* a organisé à Johannesburg, du 25 au 28 août 2008, une convention portant sur la création d'une « Afrique du Sud sûre » (*Safe South Africa*). Barbara Holtmann, Directrice de la Prévention Sociale de la criminalité du *Council For Scientific And Industrial Research* (CSIR) et Vice-présidente du CIPC, ainsi que M. Roelf Meyer, qui a conduit ce projet, ont mis sur pied cette initiative. Associant le CIPC à son lancement, cette initiative a été présentée à un certain nombre d'acteurs au Mexique les 6 et 7 novembre ainsi qu'à l'ensemble des membres du CIPC par Barbara Holtmann le 10 novembre en marge des réunions de gouvernance. Renversant les approches traditionnelles de la sécurité pour faire de la prévention « un investissement et non une dépense » comme le sont les dépenses liées au système de justice pénale et

à la police, la démarche d'AFSSA est également remarquable par sa capacité à mobiliser la société dans son ensemble et à refuser la « fatalité » de la violence. En 2009, le Centre s'attachera à suivre les évolutions de l'initiative.

◆ **Montréal**, Table Montréal-Afrique,
17-18 juin 2008

L'édition 2008 de la Mission économique des maires d'Afrique a été coordonnée par la Table Montréal/Afrique. Tenu les 17 et 18 juin 2008, à Laval, au Canada, cet événement a réuni plus de 50 élus et représentants municipaux du Canada et d'Afrique sur des questions de développement, de coopération et de gestion municipale. Serges Bruneau y a présenté la conférence *Les enjeux de la gouvernance locale en matière de prévention et de sécurité*, qui portait trois thèmes : la pratique de la gouvernance locale, les moyens dont disposent les autorités locales pour l'exercer, et le soutien actif qu'elles peuvent espérer des instances régionales, nationales et internationales.

◆ **Chili**, Séminaire international sur la
sécurité dans les métropoles,
19-20 juin 2008

Réunissant environ 200 représentants de pouvoirs locaux et nationaux de différents pays d'Amérique latine, le Séminaire international sur la sécurité dans les métropoles, organisé par le gouvernement métropolitain de Santiago, en collaboration avec le CIPC et le *Subsecretaria de Interior y de Carabineros* du Chili, a permis de mettre l'accent sur le rôle des municipalités et autres organismes politiques locaux dans la prévention de la sécurité quotidienne. Face à l'impact des médias dans le débat sur la sécurité, les autorités chiliennes ont souhaité consacrer une partie de la réflexion de ce séminaire aux moyens de rétablir une collaboration plus constructive avec les journalistes. C'est dans ce cadre qu'il a été demandé à Valérie Sagant de présenter une brève analyse comparée.



Serges Bruneau, Directeur des programmes CIPC, Mansley Walters, Département Service juvénile, Miami-Dade, États-Unis

◆ **Espagne**, Observatoire
international de justice juvénile, Valence,
21-22 octobre 2008

L'Observatoire international de justice juvénile tenait les 21 et 22 octobre 2008 à Valence, en Espagne, sa 3e Conférence internationale sur le thème : Systèmes de justice Juvénile en Europe « Situation actuelle, tendances de modèles applicables et bonnes pratiques ». Cette conférence, qui a lieu tous les deux ans, avait pour objectif d'analyser les systèmes de justice juvénile, les modèles et les programmes d'intervention appliqués dans les États membres de l'Union Européenne, afin de transmettre des propositions efficaces à l'établissement d'un cadre normatif homogénéisé en matière de justice juvénile. Au cours de ces deux jours, différents experts ont exposé leur point de vue autour de deux axes : 1) Analyse comparée des systèmes de justice juvénile en Europe : Situation actuelle ; 2) Tendances des modèles applicables dans les systèmes de justice juvénile. Serges Bruneau a participé à la session plénière abordant la prévention et le traitement de la délinquance dans une perspective internationale.

◆ **Mexico**, INSYDE, 23 octobre 2008

Le CIPC est intervenu à une Rencontre internationale sur les observatoires de la Sécurité et de phénomènes de violence, organisée par l'Institut pour la Sécurité et la Démocratie (INSYDE) et le Centre de Recherches et formation sur l'économie (CIDE) qui s'est tenu à Mexico le 23 octobre 2008. Cette rencontre a été organisée dans le cadre

de l'Accord national pour la sécurité, la justice et la légalité, partenariat intersectorielle visant à proposer des initiatives en sécurité publique. Cette rencontre a réuni des intervenants de 6 pays différents (Canada, États-Unis, Chili, Équateur, El Salvador et Colombie).

2.4 Visites professionnelles reçues et organisées par le CIPC

- ◆ Véronique Ketelaer, Forum Belge sur la sécurité urbaine
juillet 2008

Véronique Ketelaer, Responsable du Forum Belge sur la sécurité urbaine est venue au CIPC durant une semaine en juillet 2008 afin de voir quelles étaient les actions menées par les différents acteurs de la prévention à Montréal. Ce fut pour elle l'occasion de rencontrer les représentants et les acteurs du programme de prévention de la criminalité de la Ville de Montréal (Tandem Montréal), les représentants du développement social de cette municipalité et les représentants du Service de police chargés au sein de cette organisation de la prévention de la criminalité. Une rencontre avec les responsables du dossier gangs de rue des Centres jeunesse s'est réalisée. Suite à cette visite au CIPC, les deux organisations ont manifesté leur désir de mettre à profit les connaissances des uns et des autres par une collaboration future plus étroite.

- ◆ Serges Colombié, Ville de Drancy, France
août 2008

En août 2008, le CIPC a accueilli dans ses bureaux M. Serge Colombié, responsable de la prévention et des risques urbains de la commune de Drancy, située dans le département français de Seine-Saint-Denis, en région Île-de-France. La visite de ce dernier avait pour objectif de se familiariser à l'utilisation de systèmes d'information géographique dans l'analyse de la criminalité et également de s'informer des actions de prévention de la criminalité menées à Montréal. Au cours

de sa visite de trois semaines, M. Colombié a pu rencontrer de nombreux partenaires du CIPC. Il a également fait une présentation à l'équipe du CIPC, axée sur l'utilisation de la cartographie par les services de police et la comparaison de la prévention de la criminalité au Québec et en France. Les conclusions de ses observations seront publiées en 2009.

- ◆ Délégation du Conseil national des Villes,
France
29 septembre au 3 octobre 2008

Du 29 septembre au 3 octobre 2008, le CIPC a accueilli une délégation française du Conseil national des villes (CNV), dont le mandat est de conseiller le gouvernement en matière de politique de la ville. Cette visite, qui s'inscrit dans la réflexion du pôle Prévention et tranquillité publique du CNV, a permis aux membres de la délégation de rencontrer plusieurs acteurs importants en prévention de la criminalité :

- ~ Ministère de la Sécurité publique du Québec
- ~ Service de police de la Ville de Montréal
Ville de Montréal
- ~ Arrondissement Ville-Marie de la Ville de Montréal
- ~ Sûreté du Québec,
- ~ Représentants de projets et d'organismes communautaires ou (para)publics (Cyber-Cap, GCC La violence!, Prévention Sud-Ouest, Trajet jeunesse, le Centre jeunesse de Montréal – Institut universitaire, le Regroupement des organismes de justice alternative du Québec, la Commission québécoise des libérations conditionnelles et le Réseau des personnes seules et itinérantes de Montréal).

À l'occasion de cette visite, deux membres du CNV, Jean-Amédée Lathoud (procureur général, près la cour d'appel de Versailles) et Jean-Pierre Blazy (maire de Gonesse et député du Val-d'Oise), ont animé un déjeuner-causerie sur le rôle des élus et de la justice en prévention de la criminalité en France. Le rapport de la délégation française sera présenté en 2009 aux partenaires québécois.

- ◆ Représentants de la police norvégienne à Toronto
17-19 novembre 2008

La visite professionnelle de Ingjerd Hansen, Conseillère du *Senior management team* de la police du district d'Oslo, et de Hege Gro Høiland, *Assistant Chief of Police, National Police Directorate*, fut organisée par le CIPC à Toronto. Sous le thème de la diversité et du profilage racial dans le maintien de l'ordre, cette visite a permis aux deux représentantes de se réunir avec la Police de Toronto et d'autres partenaires du CIPC.

2.5 Déjeuners-causerie

- ◆ Prévention situationnelle en France

Lors d'un déjeuner-causerie organisé par le CIPC le 29 février 2008, Madame Anne Wyvekens, chargée de recherche au Centre national de la recherche scientifique de France (CERSA/CNRS, Paris) et chercheur associé aux Facultés universitaires Saint-Louis de Bruxelles, en Belgique, a brossé un tableau de l'état de la prévention situationnelle en France.

Le directeur inter-régional des Services pénitentiaires de France, a fait état des actions que priorisent respectivement le Service correctionnel du Canada et l'Administration pénitentiaire française dans la prise en charge des condamnés pour éviter la récidive, tout en soulignant les différences fonctionnelles et organisationnelles de ces deux institutions.



Patrick Mounaud, Directeur inter-régional des Services pénitentiaires de France

- ◆ Le rôle des élus et de la Justice dans la prévention de la criminalité en France

Le CIPC a tenu un déjeuner-causerie le jeudi 2 octobre 2008, où Jean-Pierre Blazy, maire de Gonesse, municipalité de la région parisienne, et Jean-Amédée Lathoud, procureur général près la cour d'appel de Versailles, ont présenté sur le rôle des élus et des acteurs du système judiciaire dans la prévention de la criminalité en France.



Présentation d'Anne Wyvekens, 29 février 2008, Montréal

- ◆ Prévention de la récidive et prise en charge des condamnés en France et au Canada

Le CIPC a organisé un déjeuner-causerie où le conférencier invité, Monsieur Patrick Mounaud,

La sécurité quotidienne et la prévention du crime sont parmi les plus grandes préoccupations des villes. Les politiques de prévention de la criminalité adoptées par les autorités ont donc donné à la ville un rôle central dans la gestion de la sécurité urbaine sur le plan local. Comment cette gouver-

nance locale s'exerce-t-elle ? Comment les élus perçoivent-ils leur rôle ? Disposent-ils des outils permettant de faire face à ces responsabilités ? De plus, comment intégrer le système judiciaire à ce processus ? Quel est le rôle de la Justice et comment s'applique-t-il concrètement ? Voilà quelques-unes des questions soulevées lors de cette rencontre.

- ◆ Justice réparatrice et communautés autochtones : quelques développements récents de la recherche et des pratiques en Australie et au Québec, Canada, 4 novembre 2008.

Le déjeuner-causerie réunissant Andrew Paterson, Secrétaire honoraire du Conseil australien de prévention du crime, et Mylene Jaccoud, professeure à l'École de Criminologie de l'Université de Montréal, au Canada s'est tenu en présence d'Ellen Gabriel, présidente de Femmes Autochtones Québec, d'Eugenio Montero, consul général du Chili, d'une délégation du Centre d'amitié autochtone de Montréal et de plusieurs autres invités de prestige. Cette rencontre était consacrée à l'examen des questions relatives au développement d'initiatives de justice réparatrice auprès des populations indigènes vivant dans les territoires APY, en Australie, et dans la province de Québec, au Canada. Deux débats clés ont émergé en réponse aux présentations des conférenciers, à savoir, la pertinence d'intégrer des mesures punitives au programme de justice réparatrice, et jusqu'à quel point les pratiques dites traditionnelles de justice réparatrice autochtone sont-elles effectivement traditionnelles alors qu'elles ont été largement influencées, sinon définies par un système judiciaire et des principes juridiques occidentaux.



Mylène Jaccoud, Professeure, Département de Criminologie, Université de Montréal



Andrew Paterson, Honorary Secretary of the Australian Crime Prevention Council, Australia

Les déjeuners-causeries et autres types de rencontres seront poursuivis en 2009 car ils rencontrent un large succès en permettant des échanges approfondis et concrets avec des spécialistes de haut niveau.



3.

Centre de
Coopération

En 2008, les activités de coopération du CIPC ont été marquées par:

- ~ la multiplication des actions auprès de différents acteurs québécois, liée à la proximité géographique du Centre et de son équipe ;
- ~ les premières étapes de développement d'outils de formation au service des praticiens et la constitution d'un nouveau réseau d'échanges.

Les activités d'assistance technique internationale ont été quant à elles soumises aux aléas de la situation des pays.

3.1. Soutien aux partenaires québécois

◆ Évaluation Québec

Au Québec, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la politique de prévention de la criminalité du ministère de la Sécurité publique (MSP) dans cinq sites expérimentaux se sont poursuivis. Ce dossier, dont est responsable Olivier Barchechat, analyste senior, a pris une nouvelle orientation au cours de la dernière année en raison du travail préparatoire de la phase dite élargie, laquelle devrait voir un plus grand nombre de sites se joindre à la démarche du Ministère. Celle-ci propose un modèle de prévention de la criminalité devant être mis en place à l'échelon local : désignation d'un coordonnateur chargé de la prévention, mise sur pied d'un comité composé de différents partenaires, réalisation d'un diagnostic de sécurité et élaboration et mise en œuvre d'un plan d'action. Le CIPC dégage des enseignements à partir de la phase expérimentale afin que le MSP dispose de tous les éléments nécessaires pour la phase suivante. Un autre volet intéressant concerne la collaboration entre l'évaluateur du Centre et les coordonnateurs locaux en matière d'évaluation des plans d'action locaux.

- ◆ Diagnostic organisationnel du fonctionnement de la Sûreté du Québec au regard de la prévention de la criminalité et de la sécurité routière

Le CIPC a été chargé par la SQ de produire un recueil d'informations sur les dispositifs et les pratiques mises en place par la SQ en prévention. Pour ce faire, ont été recensés auprès de tous les coordonnateurs provinciaux et régionaux des relations avec la communauté, les programmes et outils utilisés en prévention de la criminalité et en sécurité routière. De plus, le CIPC avait le mandat d'analyser et de poser un diagnostic sur l'appréciation du travail en prévention qui est accompli, de même que sur les perceptions et les attentes du personnel face à la Division des stratégies avec la communauté. Nous avons donc procédé à des entrevues individuelles afin de mieux connaître l'opinion des membres de la Sûreté du Québec. Le rapport final a été déposé le 15 décembre 2008.

- ◆ Construction d'un observatoire de la criminalité pour la municipalité de St-Eustache

Dans le cadre de la mise en place d'outils d'observation pour les collectivités locales sur la sécurité et la prévention de la criminalité, le CIPC, avec le soutien financier du Ministère de la Sécurité publique du Québec et en coopération avec l'Université du Québec à Montréal et la Ville de St-Eustache a pour projet de développer un Système d'information Géographique (SIG) reposant sur une exploitation de la méthodologie de l'analyse spatiale appliquée à la criminalité.

De septembre à décembre 2008, nous nous sommes attachés à définir les besoins du service de police de la ville de St-Eustache et à discuter de l'accessibilité aux données. L'outil sera construit à partir des cartes d'appel reçues par le service de police. Dès janvier 2009, un premier prototype d'outil d'observation de la criminalité incluant les caractéristiques socio-démographiques de la ville sera proposé.

- ◆ Comité stratégique du Service de police de la ville de Montréal

Valérie Sagant a été invitée à participer aux travaux du comité stratégique du SPVM chargé de conseiller la direction du service notamment en ce qui concerne les relations de la police avec la communauté, l'analyse comparée des situations de crise urbaine ou encore les modes d'intervention de la police en prévention.

- ◆ Journées de formation du Ministère de la Sécurité publique du Québec

Ces journées sont organisées tous les deux ans par le MSP et portait cette année plus particulièrement sur le thème «< Choisir un bon gang >>». De son côté le CIPC a collaboré à la fois à l'organisation de ces journées, ainsi qu'à l'animation d'ateliers dont un portait sur le Manuel 3 Villes. Une vingtaine d'intervenants de tous les milieux y ont assisté.

3.2 Outils au service des acteurs

- ◆ Formation Métropolis

Le Centre international pour la prévention de la criminalité en coopération avec Métropolis a réalisé une première formation continue qui porte sur la **Stratégie locale de sécurité publique et de prévention de la criminalité**. Tout en présentant les grandes étapes de la mise en œuvre de cette stratégie soit le diagnostic, le plan d'action et l'évaluation, cette formation propose également des outils permettant de réaliser ces étapes

- ◆ Réseau d'échanges d'aide aux victimes

Les 12 et 13 août 2008, le Ministère de l'Intérieur du Chili, en collaboration avec le Département de la Sécurité publique, a organisé un séminaire sur l'aide aux victimes de crime, dans la ville de Santiago, au Chili. Pour l'occasion, le CIPC a créé une délégation France/Québec qui a

participé aux travaux du séminaire et échangé sur ses expériences et ses initiatives en matière d'aide aux victimes de crime. Ces échanges entre les spécialistes des 3 pays seront poursuivis en 2009.

3.3 Missions d'assistance technique internationale

- ◆ Mission au Salvador

Esteban Benavides, analyste et chargé de projet pour l'Amérique latine au CIPC, a effectué la quatrième mission d'assistance technique du CIPC auprès de l'Observatoire d'Amérique centrale sur la violence (OCAVI), réalisée dans le cadre de la collaboration du CIPC avec le Centre d'études et de coopération internationale (CECI) et le Centre national de sécurité publique du Salvador (CNSP). Cette mission comportait la mise au point d'une fiche unifiée des indicateurs de violence pour chaque pays, ainsi que la rédaction de deux articles de fond sur la violence en Amérique centrale. Le Salvador est, via le CNSP, membre du CIPC depuis 2008.

- ◆ Mission d'assistance technique du CIPC en Haïti

Dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement en Haïti (PNUD-Haïti), Serge Bruneau, directeur des programmes du CIPC, a été invité à Port-au-Prince pour aider le PNUD à mener une recherche sur la sécurité publique dans neuf zones prioritaires en Haïti. La mission du CIPC a également fourni l'occasion de discuter avec les représentants du PNUD et de l'Université d'État d'Haïti du rôle potentiel du CIPC et l'assistance technique qu'il peut fournir dans la création d'un Observatoire de la criminalité en Haïti.



Le programme a cependant été interrompu en cours d'année pour cause de catastrophe naturelle et d'aléas politiques.



4. **G**ouvernance du CIPC

Sous ce terme sont évoquées les questions relatives à la structure du Centre : statuts et règles de fonctionnement, finances et gestion et développement des adhésions.

4.1 Le fonctionnement de la gouvernance

Le CIPC a tenu son Assemblée générale annuelle et la réunion du Conseil d'administration les 10 et 11 novembre 2008 à Querétaro, Mexique. 29 membres ont participé aux réunions, en plus des 7 administrateurs présents et de 5 administrateurs représentés par procurations.



Membres et personnel du CIPC présents lors des réunions de gouvernance des 10 et 11 novembre 2008, Querétaro, Mexique

En outre, les réunions de gouvernance ont été l'occasion de proposer des événements annexes :

- ~ Sergio Ibarra a exposé sur la situation de la sécurité des femmes au Querétaro ;
- ~ Lic José Alfredo Botello Montes, Secretario de gobierno, a procédé à la lecture annuelle;
- ~ Barbara Holtmann a présenté l'initiative *Action for a Safe South Africa*;
- ~ Manon Jendly a présenté le Rapport international du CIPC.

Le nouveau Conseil d'administration élu par l'AGM comprend les personnes suivantes :

- ~ Thierry Le Lay, Ville de Paris
- ~ Barbara Holtmann, *Council for Scientific and Industrial Research* (SCIR), Afrique du Sud
- ~ Michael Mann, Association canadienne des chefs de police
- ~ Marie-Josée Bonin, Ville de Montréal
- ~ Andrew Paterson, *Australian Crime Prevention Council*
- ~ Claude Dauphin, Ville de Montréal
- ~ Raymonde Dury
- ~ Michel Marcus, Forum français pour la sécurité urbaine
- ~ Erich Marks, *German Congress on Crime Prevention*

En raison de l'éloignement géographique des administrateurs et afin de garantir leur information régulière quant aux activités du Centre, un **Bulletin d'information** leur est adressé environ toutes les 6 à 8 semaines.

Par ailleurs, le Comité de direction s'est réuni en 2008 à 4 reprises soit physiquement, soit par conférence téléphonique :

- ~ Réunion le 30 avril à Montréal ;
- ~ Conférence téléphonique le 10 septembre ;
- ~ Réunions les 9 et 11 novembre à Querétaro, Mexique ;

Le Comité consultatif d'orientation (CCO) qui regroupe les représentants des gouvernements, en présence des dirigeants, s'est réuni à deux reprises, les 1^{er} et 2^e mai, à Montréal et les 10 et 11 novembre au Querétaro. La réunion de Montréal a permis de mettre l'accent sur les questions de sécurité des femmes :

- ~ Intervention de Marie-Josée Bonin Marie-Josée BONIN, directrice de la Direction de la diversité sociale à la Ville de Montréal, qui a présenté l'action de la Ville de Montréal au regard de la Sécurité de femmes à Montréal – faits saillants et perspectives. Mme Bonin a illustré les défis spécifiques

aux besoins des femmes montréalaises, tels la sécurité dans les espaces publics, tout en mettant de l'avant les actions posées par l'administration municipale pour répondre à ces défis.

- ~ L'Autre Montréal est un organisme à but non lucratif d'éducation urbaine qui propose une réflexion sur différents phénomènes urbains. Une visite sur le thème la sécurité urbaine des Montréalaises présentant l'histoire des mobilisations contre l'insécurité et la violence faite aux femmes à partir des réalisations des partenaires en matière de sécurité des femmes visant à améliorer l'environnement urbain a été organisée en marge des réunions du CCO.

de son budget et de sa comptabilité par « projets », c'est-à-dire par actions réunies dans une même unité comptable, plutôt qu'en fonction d'objectifs stratégiques ou d'activités générales.

- ~ Évolution du budget général :

A la date d'impression du rapport d'activité 2008, les états financiers 2008 du CIPC ne sont pas disponibles. Toutefois, l'évolution générale du budget du CIPC se confirme à la hausse depuis 3 ans passant de 1 499 967\$ en 2006, à 1 739 230\$ en 2007 et 1 859 966\$ en 2008 (selon le budget établi au 30 septembre 2008) soit une augmentation d'environ 25% des revenus en 2 ans.



Réunion du CCO les 1er et 2 mai 2008, dans les locaux de la sûreté du Québec à Montréal.

- ~ Évolution du nombre de contributeurs :

Cette augmentation s'explique par les nombreuses démarches engagées par le CIPC afin de développer de nouvelles activités financées par ses partenaires actuels ainsi que ou par de nouveaux partenaires. Ainsi, le CIPC a accru le nombre de ses contributeurs qui est passé de 16 en 2006 à 20 en 2007 et 21 en 2008.

4.2 Finances et gestion

Le financement des activités du Centre provient de sources variées : contributions des gouvernements et des villes membres, cotisations des membres et contributions aux projets.

L'évolution des conceptions budgétaires de certains pays renforce aujourd'hui l'analyse par projets au détriment d'une vision plus générale des buts de l'activité du CIPC. Le Centre a ainsi été amené à modifier la présentation de son activité,

4.3 Adhésions au CIPC

Le CIPC s'est réjoui d'accueillir en 2008 7 nouveaux membres et 4 membres honoraires – les membres honoraires sont des personnalités dont l'action dans le domaine de la prévention et en soutien au CIPC ont été particulièrement remarquables.

En 2008, sont membres honoraires du Centre :

- ~ **Danyluck, Véra**, membre honoraire depuis novembre 2008
Trésorière du CIPC de 2003 à 2005
Mairesse de Mont-Royal
- ~ **Girard, Paul**, membre honoraire depuis novembre 2008
Président du Comité consultatif et d'orientation du CIPC de 2005 à 2007
Sous-ministre associé, Direction des affaires policières
Ministère de la Sécurité publique du Québec
- ~ **Mohar, Edgar**, membre honoraire depuis novembre 2007
Consultant, antérieurement en charge du *Secretaría de Seguridad Ciudadana* de l'État du Querétaro, Mexique
- ~ **Vandershueren, Franz**, membre honoraire depuis novembre 2008
Directeur du Programme de sécurité urbaine, Université Alberto Hurtado, Santiago, Chili
Consultant en matière de sécurité urbaine

Le Salvador a rejoint les rangs des gouvernements membres du CIPC en 2008, tandis que la Belgique s'est retirée souhaitant concentrer ses activités dans le champ de l'Union européenne.

- ◆ **Salvador** : Le *Consejo Nacional de Seguridad Pública* du Salvador (CNSP) est un organe dépendant de la Présidence de la République qui est chargé de formuler

et mettre en œuvre une politique et un programme de prévention social de la violence et la délinquance, avec un accent particulier sur la participation citoyenne.



Un des principaux programmes du CNSP est "*Projovenes*", financé par l'Union Européenne, dont l'objectif est de réduire la délinquance dans les zones urbaines par le renforcement des capacités locales et par la création de nouveaux espaces de participation pour les jeunes.

LE CNSP a également mis sur pied l'Observatoire Centroaméricain sur la violence (OCAVI) qui recueille et analyse de l'information et des données sur la violence dans l'ensemble de pays d'Amérique centrale.

L'année 2008 a aussi été marquée par l'adhésion de 6 nouvelles organisations :

- ~ International Agency for Crime Prevention, Criminal Law and Jurisdiction (République de Slovaquie)
- ~ Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), Chili
- ~ Chambre de commerce de Bogota, Colombie
- ~ Norwegian National Crime Prevention Council (KRAD)
- ~ Onlus Nova Consorzio per l'innovazione sociale (Italie)
- ~ Union des Municipalités du Québec

◆ **Agence internationale pour la prévention du crime, le Droit et la compétence en matière pénale (IACPCLJ)**

L'Agence, basée à Zilina, en Slovaquie, a été fondée en 1999 et œuvre dans les domaines de la prévention du crime, de la justice juvénile, de la prise en charge des contrevenants et des questions relatives aux victimes de crime.

Entre autres activités, notons l'organisation de conférences, de recherches, de formations et de publications. L'Agence a participé, en novembre dernier, à un séminaire international portant sur les perspectives et prospectives en matière d'évolution et de contrôle de la criminalité dans les pays d'Europe centrale et orientale, qui se tenait à Bratislava sous l'égide du ministère de la Justice, de l'École du Barreau et du Département de Criminologie, et avec le soutien de la Fondation Open Society.

Ses activités étant surtout concentrées en Europe centrale et en Europe de l'Est, l'Agence est un peu moins connue sur le plan international que d'autres organismes de même nature.

◆ **Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO)**

La Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO) est une institution académique, intergouvernementale et autonome qui a été créée en 1957 à l'initiative de l'UNESCO. Actuellement, le réseau FLACSO fonctionne dans dix pays d'Amérique latine et des Caraïbes et le Secrétariat général est basé au Costa Rica.



FLACSO-Chili compte sur une longue expérience en matière de sécurité, laquelle s'appuie sur les études réalisées sur la démocratisation, la paix et la coopération dans les années 80, et acquise grâce à son remarquable travail sur l'aspect multilatéral et les mesures pour encourager la confiance au cours des années 90.

Les tâches actuelles de l'institution sur des questions de sécurité se divisent en trois secteurs :

- ~ Recherche comparée sur la capacité institutionnelle de l'État dans le secteur de la sécurité;
- ~ Mesure de la capacité de la société civile dans le secteur de la sécurité
- ~ Mécanismes de résolution de conflits entre États.

◆ **Chambre de commerce de Bogotá**



La Chambre de commerce de Bogota est une entité privée sans but lucratif qui promeut la croissance économique, le développement de la compétitivité et l'amélioration de la qualité de vie des habitants et des entrepreneurs de Bogota et de 59 municipalités du département de Cundinamarca qui sont sous sa juridiction.

La CCB se compose de tous les entrepreneurs et commerçants de la région qui doivent s'inscrire à la Chambre de commerce et payer une cotisation pour obtenir ce statut avant de commencer leurs activités.

L'État a confié à la CCB différentes actions. De ce fait, des ressources devant être assignées à des comptes fiscaux aboutissent à la CCB qui se charge de développer différents programmes pour le bénéfice de la communauté. La sécurité est l'un des principaux axes de l'action de la CCB, sur lequel elle travaille de concert avec la police.

Parmi ses nombreuses activités et dans le but de faire de Bogota un leader du développement dans la région, la CCB a demandé de se charger de la sécurité publique et citoyenne via des mesures concrètes. Il s'agit là d'un facteur important pour faire de Bogota une ville attirante pour l'investissement.

◆ **Conseil national norvégien pour la prévention du crime (KRÅD)**



Le Conseil national norvégien pour la prévention du crime agit comme groupe expert du gouvernement norvégien au sein du système judiciaire. Agence gouvernementale relevant du ministère de la Justice, le Conseil est indépendant et libre de choisir ses champs d'analyse et le type de recommandations qu'il soumet.

KRÅD s'emploie à réduire la criminalité et à augmenter les niveaux de sécurité de la société en produisant des données d'information et en diffusant les connaissances relatives à la criminalité et au travail de prévention du crime.

Une de principales tâches du KRÅD est d'encourager les municipalités à suivre un modèle de coordination des initiatives locales en matière de prévention de la criminalité. Ce modèle a été introduit en Norvège au tout début des années 90, après avoir connu un grand succès au Danemark.

◆ Onlus Nova Consorzio per l'innovazione sociale



Le Consortium NOVA a été créé en 1998 à l'initiative de quelques-unes des plus importantes entreprises d'économie sociale d'Italie. Actuellement, NOVA compte 10 groupes membres présents dans 9 régions italiennes et plusieurs grandes villes, et repose sur le travail de plus de 600 professionnels qualifiés et fortement engagés dans la lutte contre les différentes formes d'exclusion sociale.

La mission de NOVA est de développer et d'expérimenter un système basé sur de nouvelles méthodes et de nouveaux services qui mettent particulièrement l'accent sur les questions de réduction des nuisances et dommages, de travail de rue, de médiation en cas de conflit et de médiation sociale.

NOVA a mis sur pied plusieurs actions et projets touchant des thèmes spécifiques :

- ~ Lutte contre le trafic des personnes, l'exploitation sexuelle et le travail forcé ;
- ~ Implication des groupes cibles dans le processus d'inclusion sociale ;
- ~ Création de nouvelles entreprises de l'économie sociale par l'identification de nouvelles opportunités de marché ;
- ~ Expérimentation d'une formation conjointe pour les décideurs au sein des forces de police, les responsables des gouvernements locaux et les dirigeants des organismes émergeant de la société civile.

◆ Union des Municipalités du Québec

Fondée en 1919, l'Union des municipalités du Québec (UMQ) représente les municipalités de toutes tailles dans toutes les régions du Québec.



L'UMQ est composée de :

- ~ De plus de 275 municipalités membres
- ~ D'un conseil d'administration réunissant 44 élus, maires, préfets et présidents de communautés urbaines
- ~ De 40 employés

Au quotidien, l'équipe de l'UMQ travaille pour :

- ~ Représenter les intérêts de ses membres auprès des gouvernements ;
- ~ Offrir un éventail croissant de services et privilèges commerciaux ;
- ~ S'assurer que ses membres soient les mieux informés du monde municipal via ses publications, activités et formations.

4.4 Partenariats

Le CIPC établit des ententes formelles ou pérennes avec un petit nombre de partenaires avec lesquels il est amené à travailler et échanger sur une base régulière.

◆ Centre international de criminologie comparée

Le CIPC et le CICC ont renforcé la mise en œuvre de la convention qui les lie depuis 2006 à travers différentes collaborations. Son Directeur Jean-Paul Brodeur est membre du Comité scientifique du CIPC et a siégé au sein du Comité éditorial du Rapport international; Benoît Dupont, Directeur-adjoint, a fourni un apport scientifique considérable tout au long de sa conception et Maurice Cusson y a participé en qualité de contributeur. Enfin, Mylène Jaccoud a présenté une partie de ses travaux sur les populations autochtones à l'occasion d'un déjeuner-causerie.



◆ Universidad Alberto Hurtado

Dans le cadre de l'accord de coopération avec l'Université Alberto Hurtado, le CIPC a accueilli un étudiant de cette université pour un stage d'une durée de 9 mois. Deux autres stagiaires seront accueillis en 2009.



L'Université Hurtado a également contribué aux recherches préliminaires entourant l'élaboration du Rapport international. Elle a fourni au CIPC 9 études portant respectivement sur l'état de la prévention de la criminalité et la situation de la sécurité des femmes, des jeunes et des écoles dans plusieurs pays d'Amérique latine.

◆ CECI

Le 4 octobre 2008, les partenaires en développement international se sont retrouvés à Montréal pour célébrer 50 ans de partenariat. Organisée par le programme de volontariat international Uniterra, la rencontre a réuni des organismes partenaires et des coopérateurs volontaires venant du Canada, de l'Afrique, des Amériques et de l'Asie.



Au cours des toutes dernières années, le partenariat entre le CECI et le CIPC s'est considérablement renforcé afin de répondre aux besoins d'intégrer la prévention du crime et la sécurité quotidienne dans l'aide au développement.

Le CIPC a mis sur pied, dans le cadre de cet événement, un kiosque d'information faisant état de ses activités dans le domaine.

◆ Associations à des programmes de recherche:

En outre, le Centre a été associé à la conception ou à la présentation de projets de recherches :

- ~ Appel de propositions du Réseau Marie Curie de Bourses internationales d'accueil. Projet : Gouvernance locale en matière de criminalité, de diversité ethnique et de marginalisation. En collaboration avec 15 universités et centres de recherche européens ainsi que d'autres corps constitués (Forum européen sur la sécurité urbaine, conseils municipaux et forces policières).
- ~ Procédure de soumission d'une équipe de recherche pour la Commission chilienne de recherche. Projet : Criminalité et violence urbaine : Contribution de l'écologie du crime à la planification des politiques publiques d'aménagement, un projet de recherche CSCE/INAP.



Annexes

Annexe 1: Comité éditorial du Rapport international

Le Comité éditorial est composé de 11 experts d'envergure internationale et 4 membres du Comité de direction du CIPC, qui représentent une diversité d'horizons géographiques, institutionnels et disciplinaires. Il a été établi pour soumettre des observations, critiques et suggestions sur le contenu du rapport afin de l'améliorer.

Alioune BADIANE

Directeur, Bureau régional pour l'Afrique et les États arabes
Programme des Nations Unies pour les établissements urbains
Kenya

Gustavo BELIZ

Especialista en Modernización del Estado
Banque interaméricaine de développement
États-Unis d'Amérique

Jean Paul BRODEUR

Directeur, Centre international de criminologie comparée, Université de Montréal
Montréal (Québec), Canada

Adam CRAWFORD

Professeur, School of Law
University of Leeds
Royaume-Uni

Katalin GÖNCZÖL

Représentée par Borbála IVÁNY, President of the National Crime Prevention Board and
Senior Ministerial Advisor
Ministère de la Justice
Budapest, Hongrie

Slawomir REDO

Crime Prevention and Criminal Justice Officer, Governance Security and the Rule of Law Section,
Division for Operations
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
Autriche

Dennis ROSENBAUM

Directeur et Professeur de justice pénale
Justice Center for Research in Law and Justice
University of Illinois
États-Unis d'Amérique

Michael TONRY
Professor of Law and Public Policy
University of Minnesota
États-Unis d'Amérique

Jennifer WOOD
Associate Professor, Department of Criminal Justice
Temple University
Philadelphia, États-Unis d'Amérique

Anne WYVEKENS
Chargée de recherche, CERSA
France

Membres du Comité de direction du CIPC ayant participé à la rencontre du Comité éditorial

Raymonde DURY
Présidente du CIPC, Belgique

Barbara HOLTSMANN
Membre du comité de direction du CIPC
Senior Manager Social Crime Prevention
Council for Scientific and Industrial Research
Pretoria, Afrique du Sud

Michel MARCUS
Secrétaire & Membre du comité de direction du CIPC
Délégué Général
Forum européen pour la sécurité urbaine
France

Erich MARKS
Membre du comité de direction du CIPC
Executive Director
German National Crime Prevention Council
Hannover, Allemagne

Annexe 2 : Spécialistes ayant contribué au Rapport international

BILLETTE ISABELLE, M.SC., CÔTÉ MICHELLE, Ph.D., Service de police de la Ville de Montréal, Direction stratégique, Section de la recherche et de la planification, Canada : Les partenariats intersectoriels au SPVM : une action intégrée en matière de gang de rue

CARRIÈRE JEAN, Ph.D., Professeur titulaire, Université du Québec à Montréal, Canada : Les systèmes d'information géographique (SIG) : un appui structurant pour l'observation de la criminalité

CUSSON MAURICE, Ph.D., École de criminologie, Centre international de criminologie comparée, Université de Montréal, Canada : La criminologie internationale et la généralisation des connaissances sur la prévention de la délinquance

DIOP DJIBRIL, Chercheur postdoctoral, Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM), Université de Montréal, Canada : Polices municipales et sécurité urbaine en Afrique

DUPONT BENOÎT, Ph.D., École de criminologie, Centre international de criminologie comparée, Université de Montréal, Canada : Les partenariats dans la prévention de la délinquance : des outils surévalués et sous-utilisés

FREDETTE CHANTAL, M.SC., Agente de planification, de programmation et de recherche, Centre d'expertise sur la délinquance des jeunes et les difficultés du comportement, Centre jeunesse de Montréal - Institut universitaire, Montréal, Canada : Les gangs de rue... Quand les filles s'en mêlent, s'y mêlent ou s'emmêlent ?

GROULX ELISE, Avocate à la cour, Présidente de l'Association Internationale des Avocats de la Défense (AIAD), Présidente d'honneur du Barreau Pénal International (BPI), Montréal, Canada : Le rôle de l'avocat et la promotion de l'État de droit dans les pays post-conflits

HUSAIN SOHAIL, Ph.D., Directeur, Analytica Consulting, Hampshire, Royaume-Uni : Diagnostics de sécurité

JOHNSON HOLLY, Ph.D., Professeure associée, Université d'Ottawa, Canada; OLLUS NATALIA et NEVALA SAMI, European Institute for Crime Prevention and Control, Helsinki, Finlande : L'Enquête internationale sur la violence envers les femmes

LIDDLE MARK, Directeur opérationnel, Applied Research in Community Safety Ltd. (ARCS), Cambridge, Royaume-Uni: Revoir l'efficacité des politiques et pratiques de sécurité quotidienne: un survol des débats actuels et leur contexte

MICHAUD ANNE, Experte-Conseil, Montréal, Canada: Les marches exploratoires sur la sécurité des femmes : une bonne pratique qui traverse le temps et les continents

SHEHAYEB DINA K., Ph.D., Professeure associée, Housing and Building National Research Centre, Le Caire, Égypte : Sécurité dans les espaces publics

STAVROU AKI, Directeur, Integrating Ireland, Dublin, Irlande : Conflit et Paix

TSOUKALA ANASTASSIA, Maître de Conférences HDR, Université de Paris-Sud XI ; membre du Groupe d'Étude pour l'Europe de la Culture et de la Solidarité (GEPECS),
Université Paris V-René Descartes (Sorbonne), France : Politiques de sécurité contre le hooliganisme en Europe

VELÁSQUEZ M. ELKIN, Chercheur, Université externe de Colombie; Coordinateur, Livre blanc de Bogotá sur la sécurité urbaine et la cohabitation, Bogotá, Colombie : La gestion de la sécurité à la lumière de l'expérience acquise à Bogotá

Annexe 3 : Experts ayant contribué à l'élaboration de l'*Assessment tool*, juillet 2008, Berlin, Allemagne

Hôtes

- ~ Boenke, Otto, Federal Ministry of Justice, Berlin, Allemagne

Experts

- ~ Alvarado, Arturo, Centro de Estudios Sociológicos, México D.F., Mexique
- ~ Barroso, Edson, Department of Politics, Programmes and Projects, Ministry of Justice, Brasilia, Brésil
- ~ Barberet, Rosemary, John Jay College of Criminal Justice, City University of New York, États-Unis
- ~ Beato, Claudio, Center for Crime and Public Safety Studies, Federal University of Minas Gerais, Belo Horizonte, Brésil
- ~ Bonilla, Oscar, National Council on Security, San Salvador, El Salvador
- ~ Harriott, Anthony, University of West Indies Mona Campus, Kingston, Jamaïque
- ~ Kinnunen, Aarne, Ministry of Justice, Helsinki, Finlande
- ~ Kirvan, Mary-Anne, National Crime Prevention Council, Ottawa, Canada
- ~ Marks, Erich, Council for Crime Prevention in the Lower Saxony, Hannover, Allemagne
- ~ Nadheim, Erik, Norwegian National Crime Prevention Council, Oslo, Norvège
- ~ Spuy van der, Erena, Department of Criminal Justice, University of Cape Town, Afrique du Sud
- ~ Wang, Dawei, The Chinese People's Public Security University, Beijing, République populaire de Chine
- ~ Wysluch, Johanna, United Nations Convention Against Corruption, Allemagne

United Nations

- ~ Deon, Estela-Maris, ONUDC, Vienne, Autriche
- ~ Petrella, Laura, ONU-HABITAT, Nairobi, Kenya
- ~ Redo, Slawomir, ONUDC, Vienne, Autriche
- ~ Stolpe, Oliver, ONUDC, Vienne, Autriche

PNI Institutes

- ~ Aromaa, Kauko, HEUNI, European Institute for Crime Prevention and Control, Finlande
- ~ Carranza, Elias, ILANUD, San José, Costa Rica
- ~ Homel, Peter, Institute of Criminology, Canberra, Australie
- ~ Sagant, Valérie, Centre international pour la prévention de la criminalité, Montréal, Canada
- ~ Schott, Max, United Nations Secretariat, New York, États-Unis d'Amérique
- ~ Shaw, Margaret, Centre international pour la prévention de la criminalité, Montréal, Canada
- ~ Sita, Masamba, UNAFRI, Kampala, Ouganda
- ~ Smith, Cindy, National Institute of Justice, Washington, États-Unis d'Amérique

Annexe 4: Membres du CIPC au 31 décembre 2008

11 gouvernements membres du Comité consultatif et d'orientation:

- ~ Argentine, Dirección Nacional de Política Criminal, Ministerio de Justicia y Derechos Humanos de la Nación de Argentina
- ~ Australie, Criminal Justice Division, Attorney-General's Department
- ~ Canada, Centre national de prévention du crime, Sécurité publique Canada
- ~ Chili, División de Seguridad Ciudadana, Ministry of the Interior
- ~ El Salvador, National Public Safety Council, Presidencia de la República
- ~ France, Délégation Interministérielle à la Ville (DIV), Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement
- ~ Hongrie, Ministry of Justice
- ~ Norvège, National Police Directorate, Ministry of Justice and the Police
- ~ Québec, Canada, Ministère de la Sécurité publique
- ~ Querétaro, Mexico, Secretaria de la seguridad ciudadana, Gouvernement de l'État du Querétaro
- ~ Afrique du Sud, South African Police Service, Department of Safety and Security

28 organisations membres du CIPC:

- ~ Applied Research in Community Safety Ltd. (ARCS), Royaume-Uni
- ~ Australian Crime Prevention Council (ACPC), Australie
- ~ Cámara de Comercio de Bogotá (CCB), Colombie
- ~ Association canadienne des chefs de police (CACP), Canada
- ~ Ville de Paris, France
- ~ Ville de Montréal, Canada
- ~ Consejo Ciudadano de Seguridad Pública, Prevención y Readaptación Social del Estado de Jalisco, State of Jalisco, Mexique
- ~ Council for Scientific and Industrial Research (CSIR), Afrique du Sud
- ~ Crime Concern, Royaume-Uni
- ~ Forum européen pour la sécurité urbaine (FESU)
- ~ Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), Chili
- ~ Fédération canadienne des municipalités (FCM), Canada
- ~ Foro Latinoamericano para la Seguridad Urbana y la Democracia (FLASUD)
- ~ Forum français pour la sécurité urbaine (FFSU), France
- ~ German Congress on Crime Prevention (GCCP), Allemagne
- ~ Institute for Security Studies (ISS), Afrique du Sud
- ~ Instituto Latinoamericano de las Naciones Unidas para la Prevención del Delito y el Tratamiento del Delincuente (ILANUD), Costa Rica
- ~ Internacional Agency to Crime Prevention, criminal law and jurisdiction (IACPCLJ), République de Slovaquie
- ~ Naif Arab University for Security Sciences (NAUSS), Arabie saoudite
- ~ National Crime Prevention Council (NCPC), États-Unis d'Amérique
- ~ National League of Cities (NLC), États-Unis d'Amérique
- ~ Norwegian National Crime Prevention Council (KRÅD), Norvège
- ~ Nova Onlus -Consorzio nazionale per l'innovazione sociale, Italie
- ~ Union des municipalités du Québec (UMOQ), Canada

- ~ United Nations African Institute for the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders (UNAFRI)
- ~ United Nations Human Settlements Programme (UN HABITAT)
- ~ United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC)
- ~ World Association of Major Metropolises (Metropolis)

4 membres honoraires:

Les membres honoraires du CIPC se sont distingués par leur action en soutien au développement du Centre et de la prévention ou en raison de leur activité et rayonnement au service de la prévention de la criminalité.

Au 1^{er} Janvier 2009, ont été élus membres honoraires du CIPC :

- ~ Danyluck, Véra, membre honoraire depuis novembre 2008
Trésorière du CIPC de 2003 à 2005
Mairesse de Ville Mont-Royal
- ~ Girard, Paul, membre honoraire depuis novembre 2008
Président du Comité consultatif et d'orientation du CIPC de 2005 à 2007
Sous-ministre associé, Direction des affaires policières
Ministère de la Sécurité publique du Québec
- ~ Mohar, Edgar, membre honoraire depuis novembre 2007
Consultant, antérieurement en charge du Secretaría de Seguridad Ciudadana de l'État du Querétaro, Mexique
- ~ Vandershueren, Franz, membre honoraire depuis novembre 2008
Directeur du Programme de sécurité urbaine, Université Alberto Hurtado, Santiago, Chili
Consultant en matière de sécurité urbaine

Comité scientifique du CIPC

Marcelo AEBI
Vice-Director
École des Sciences Criminelles
Université de Lausanne
Lausanne, Suisse

Tim HOPE
Director
Keele Community Safety
Group (KCSG)
Keele, Royaume-Uni

Kauko AROMAA
Director
European Institute for Crime Prevention and Control (HEUNI)
President
Scandinavian Research Council for Criminology
Helsinki, Finlande

Tony MARKS
Acting Director
Australian Institute of
Criminology (AIC)
Canberra, Australie

Dennis P. ROSENBAUM
Directeur
Centre for Research in Law
And Justice
Department of Criminology
Law and Justice
University of Illinois at Chigaco
Chicago, États-Unis

Ross HASTINGS
Co-Director
Institute for the Prevention of Crime
Ottawa, Canada

Jean-Paul BRODEUR
Directeur
International Centre for
Comparative Criminology
Centre International de Criminologie
Comparée
Université de Montréal
Montréal (Québec), Canada

Anne WYVEKENS
Chargée de Recherche
Centre National de la
Recherche Scientifique
Centre d'Etudes et de
Recherches de Science
Administrative
Paris, France

Annexe 5: L'Équipe du CIPC

- o Esthela Alvarado: Réceptionniste
- o Olivier Barchecheat: Analyste senior
- o Esteban Benavides: Analyste et chargé de projets
- o Serges Bruneau : Directeur des programmes
- o Laura Capobianco : Analyste senior et responsable de projets
- o Mélissa Goupil-Landry : Responsable des communications
- o Manar Idriss : Recherchiste-documentaliste
- o Manon Jendly : Analyste senior et responsable de projets
- o Isabelle Lelandais : Analyste et chargée de projets
- o Massimiliano Mulone : Analyste senior et chargé de projets
- o Joanie Prince : Analyste et chargée de projets
- o Nathalie Rodrigues : Responsable de l'administration et des finances
- o Valérie Sagant : Directrice générale
- o Margaret Shaw : Directrice de l'analyse et des échanges
- o Annik Tousignant : Adjointe à la direction et chargée de la comptabilité
- o Kathryn Travers : Analyste

Ont également collaboré au CIPC au cours de l'année 2008 :

- o Julie Bodson : Analyste
- o Vivien Carli : Analyste
- o François Fillion : Communications
- o Jane Leeke : Analyste
- o Guillaume Nolin : Analyste
- o Lizzette Soria : Analyste
- o Michelle Virgin : Analyste

Stagiaires 2008

- o Jessica Kramer, étudiante en gestion de la sécurité, University of Law and Legal Studies, Berlin, Allemagne
- o Farida Danmeri, diplômée en biologie de l'Université d'Édimbourg, Écosse, Royaume-Uni
- o Carlos Guajardo, Coordonateur académique, diplômé en sécurité urbaine, Université Alberto Hurtado, Santiago, Chili
- o Ludmilla Chéry, étudiante en communications, Université de Montréal, Canada
- o Marianna Falco, diplômée en criminologie et sociologie, University of Brighton, Royaume-Uni
- o Noelia Ramos Díaz, master en coopération éducation et formation, Université Paris 5-Sorbonne, France
- o Sophie Ballu, IEP Toulouse, France

Correspondants dans le monde :

Au-delà des experts du réseau du CIPC que nous sollicitons régulièrement pour travailler sur des projets précis et afin de favoriser la diffusion de ces publications, de représenter le Centre auprès des interlocuteurs locaux, régionaux et nationaux et de participer à certains projets pour le compte du CIPC, le Centre a établi des relations particulières avec deux correspondantes :

- o Paula Miraglia, Directrice ILANUD, Brésil
- o Adélaïde Vanhove, Consultante, Portugal

Annexe 6: Les publications du CIPC en 2008

- o Brodeur Jean-Paul, Mulone, Massimiliano, Ocqueteau, Frédéric et Sagant, Valérie (2008), Brève analyse comparée internationale des violences urbaines. Montréal : CIPC
- o Carli Vivien (2008), Assessing CCTV as an effective safety and management tool for crime-solving, prevention and reduction. Montréal: ICPC.
- o Carli Vivien, Sagant Valérie et Capobianco Laura (2008), The Media, Crime Prevention and Urban Safety: A Brief Discussion on Media Influence and Areas for Further Exploration. Montréal: ICPC
- o CIPC (2008), Rapport international sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne: Tendances et perspectives. Montréal: CIPC.
- o CIPC (2008), Recueil international de pratiques en prévention de la criminalité pour encourager l'action à travers le monde. Montréal: CIPC.
- o CIPC (2008), Recueil de pratiques et de politiques sur la sécurité des femmes. Montréal: CIPC.
- o Jendly Manon (forthcoming), Descripción General del Sistema Correccional Canadiense, in Flasco-Chili Review.
- o Sagant Valérie (forthcoming), International Examples and Developments in Crime Prevention, in Marc Coester & Erich Marks (Eds.) International Perspectives of Crime Prevention. Contributions from the 2nd Annual International Forum. Monchengladbach: Forum Verlag Godesberg.
- o Shaw Margaret (2008), Promoting Women's Safety: Local Strategies & Promising Practices to Prevent Violence Against Women, in Programme Network Institute Workshop April 2008, publication on Eliminating Violence Against Women. Rome: UNICRI.
- o Shaw Margaret (2008), Background paper 'Youth and children championing community safety for a better world', for UN-HABITAT for International Youth Crime Prevention Summit, Durban, South Africa, June 17-21st 2008. Nairobi & Durban: UN HABITAT & Government of KwaZulu-Natal.
- o Shaw Margaret (2008), Why youth are essential partners in crime prevention: an international view, in Marc Coester & Erich Marks (Eds.) International Perspectives of Crime Prevention. Contributions from the 1st Annual International Forum. Monchengladbach: Forum Verlag Godesberg, pp. 23-36.
- o Shaw Margaret (2008), Why crime prevention is an essential component of international training and technical assistance: the experience of the International Centre for the Prevention of Crime, in Kauko Aromaa & Slawomir Redo (Eds.) For the Rule of Law: Criminal Justice Teaching and Training Across the World. Helsinki & Seoul: HEUNI Publication N° 53 & KICJP.

-
- o Shaw Margaret (forthcoming), International models of crime prevention, in Adam Crawford (Ed.) Comparative Models of Crime Prevention and Delivery. Cullompton: Willan Publishing.
 - o Shaw Margaret (forthcoming), What of the role of policing in endemic urban violence, for DFAIT & CCHS Human Security Conference, Vancouver, Canada March 3-4th 2008.



Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)

465, rue Saint-Jean, bureau 803, Montréal, Québec, Canada H2Y 2R6

Téléphone: 1 (514) 288 6731 - Télécopieur: 1 (514) 288 8763

Courriel: cipc@crime-prevention-intl.org